

RÉVISION DE L'ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UE

L'Algérie plaide pour un partenariat équilibré

Dans le but d'initier une nouvelle ère de relations entre Alger et Bruxelles, fondée sur le respect mutuel et l'exploitation de bénéfices partagés, l'Algérie propose de réviser son accord d'association avec l'Union européenne (UE). Cette démarche, qui se veut pragmatique et coopérative, a été explicitée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du Conseil des ministres qu'il a présidé dimanche dernier. Cette révision, issue de la décision prise l'an dernier, vise à adapter l'accord aux réalités économiques actuelles du pays. P 3



UNE NOUVELLE UNITÉ DE CINQ
MILLIONS D'UNITÉS/AN ENTRE
EN SERVICE

La production de médicaments anticancéreux renforcée

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Sifi Ghrieb, a inauguré hier à Alger une nouvelle unité de production de médicaments anticancéreux. En effet, cette nouvelle unité, située à Rahmania, à Alger, et réalisée grâce à un investissement du groupe privé MS Pharma à travers sa filiale El Kendi, fournira des médicaments innovants conformes aux protocoles thérapeutiques mondiaux contre le cancer, avec une capacité de production atteignant cinq millions d'unités par an.

P 2

COMMERCE

La deuxième phase du recensement économique lancée

C'est à partir de la wilaya de Sétif où il effectue hier lundi une visite de travail et d'inspection, que le ministre du Commerce intérieur, M. Tayeb Zitouni, a procédé au lancement de la deuxième phase du recensement économique du produit national. Cette opération vise à finaliser l'élaboration d'une base de données nationale, précise et exhaustive, de toutes les activités économiques.

P 5

ASSURANCES

Renforcer l'inclusion financière et l'e-paiement

Le secteur des assurances en Algérie franchit une étape majeure avec l'introduction de nouvelles modalités de paiement. Depuis le 1er janvier 2025, le paiement en espèces est désormais interdit pour certaines transactions, telles que les assurances obligatoires, les achats immobiliers, ainsi que les acquisitions de véhicules, de yachts et de bateaux de plaisance. Cette mesure vise principalement à renforcer l'inclusion financière et à promouvoir les paiements électroniques, comme l'a souligné Youcef Benmecia, président de l'Union des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR).

P 5

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE
**Lancement de l'enquête
post-censitaire** P 2

PRODUCTION DE GAZ NATUREL
**En hausse de
311 millions de m³ en
novembre 2024** P 3

CÉRÉALICULTURE
**Une superficie
de 86.000 ha déjà
emblavée à Médéa** P 5

RECENSEMENT
GÉNÉRAL DE
L'AGRICULTURE
**Lancement de
l'enquête
post-
censitaire**

L'enquête post-censitaire du Recensement Général de l'Agriculture (RGA 2024) a été lancée dimanche, constituant une étape clé qui suit la collecte des données lors du Recensement réalisé entre le 19 mai au 27 juillet 2024, indique un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Le ministère a précisé dans son communiqué que cette opération, à laquelle 300 enquêteurs (recenseurs) ont été mobilisés, se déroulera sur une période de 15 jours à partir du 26 janvier 2025. Environs 23000 exploitations agricoles seront enquêtées, réparties sur 100 zones d'intervention (100 communes) réparties sur 28 wilayas. Les wilayas concernées sont Adrar, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Béjaïa, Biskra, Béchar, Tamanghasset, Tiemcen, Tiaret, Djelfa, Sétif, Skikda, Guelma, Médéa, Mostaganem, Mascara, Ouargla, El Bayadh, Boumerdès, El Tarf, El Oued, Mila, Ain Defla, Timimoun, Ouled Djellal, El M'ghair et El Menia. Cette opération vise à vérifier la qualité et la fiabilité des données recueillies lors du troisième recensement général de l'agriculture, afin de corriger d'éventuelles erreurs et d'évaluer la couverture du recensement, c'est-à-dire identifier les exploitations agricoles qui auraient pu être omises. L'enquête post-censitaire sera réalisée "sur un échantillon représentatif des exploitations agricoles recensées et ou non recensées. Elle implique une nouvelle visite sur le terrain, où des enquêteurs (recenseurs) enquêtent auprès des exploitants pour confirmer ou corriger les données précédemment collectées", ajoute la même source. Les informations vérifiées peuvent concerner la superficie des terres, les types de cultures, le cheptel, l'équipement agricole, ainsi que les pratiques culturales. Les résultats de cette enquête "sont essentiels pour améliorer la précision des statistiques agricoles et pour ajuster les résultats du RGA, pour mieux orienter les politiques agricoles".

R E.

UNE NOUVELLE UNITÉ DE CINQ MILLIONS D'UNITÉS/AN ENTRE EN SERVICE

La production de médicaments anticancéreux renforcée

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Sifi Ghrieb, a inauguré hier à Alger une nouvelle unité de production de médicaments anticancéreux. En effet, cette nouvelle unité, située à Rahmania, à Alger, et réalisée grâce à un investissement du groupe privé MS Pharma à travers sa filiale El Kendi, fournira des médicaments innovants conformes aux protocoles thérapeutiques mondiaux contre le cancer, avec une capacité de production atteignant cinq millions d'unités par an.

Par Selma R.

Elle ambitionne également de lancer 25 nouveaux produits pour le traitement des cancers au cours des trois prochaines années. Lors de sa visite de contrôle des différentes unités de production de l'usine, accompagné du ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé de la production pharmaceutique, M. Fouad Hadji, et du wali d'Alger, M. Noureddine Rabhi, le ministre a souligné l'importance de déterminer les besoins du marché national, tout en mettant en place des plans précis pour garantir la disponibilité permanente des produits vitaux, et en insistant sur la nécessité de respecter les délais de livraison. M. Ghrieb a également souligné l'importance de la conformité des produits aux normes internationales pour garantir la qualité et la sécurité, en insistant sur le fait que les unités de

production doivent être équipées des dernières technologies et suivre des procédures strictes de stérilisation.

Sur un autre registre, le ministre a proposé l'adoption d'une politique d'achat unifiée des fournitures pharmaceutiques au niveau national, afin de rationaliser les dépenses et garantir la transparence et l'efficacité dans la chaîne d'approvisionnement. Il a également suggéré d'organiser les acteurs du secteur de la production pharmaceutique en groupes professionnels (clusters) pour renforcer la coopération et l'intégration entre les différentes entreprises et institutions du secteur pharmaceutique, annonçant la création de cellules d'écoute au sein du ministère pour une communication continue avec les acteurs du secteur, dans le but de comprendre les défis et de fournir des solutions immédiates assurant la continuité du travail avec flexibilité et efficacité.

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie a insisté sur l'augmentation du rythme des études de bioéquivalence au sein du centre relevant du groupe Saidal. Il a appelé à accélérer la réalisation des études de bioéquivalence pour atteindre environ 100 études par an, contre une capacité actuelle de 50 études par an. À cet égard, le ministre Sifi Ghrieb a évoqué la formation, soulignant la nécessité de développer des programmes de formation spécialisés pour améliorer les compétences des spécialistes et l'expertise nécessaire pour les équipements dont dispose le centre. D'autre part, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a mis en avant le rôle des bénévoles dans la réussite de ce projet, appelant à augmenter leur nombre et à leur fournir toutes les garanties nécessaires, ainsi qu'une préparation psychologique adéquate pour réaliser les essais dans les meilleures conditions.

UNE JOURNÉE D'ÉTUDES ORGANISÉE À ORAN

L'intelligence artificielle dans le secteur énergétique en débat

Par R E.

L'introduction de l'Intelligence artificielle (IA) dans les secteurs d'activités économiques et ses impacts sur le secteur énergétique en particulier, ont été au centre d'une journée d'étude organisée lundi à Oran. Cette manifestation a été organisée par l'Ecole supérieure des Enseignants (ENS) d'Oran Ammour-Ahmed, en collaboration avec le groupe Sonatrach, l'Ecole supérieure en Génie Electrique et Energétique d'Oran (ESGEE) et le laboratoire d'Informatique d'Oran. Intitulée "L'IA et l'énergie en Algérie : solutions innovantes pour un développement énergétique responsable", cette rencontre scientifique intervient dans le cadre du Projet national de recherche (PNR) sur l'utilisation de l'intelligence artificielle pour l'optimisation du contrôle des procédés. A l'ouverture de cette manifestation, le directeur de l'ENS Oran, Pr Rahiel Djelloul, a souligné que l'IA revêt une "importance capitale" pour l'avenir du pays, dans la mesure où, selon lui, elle a prouvé ses capacités de modernisation et l'optimisation des activités économiques, en particulier énergétique, sur le plan mondial. "Nous sommes à un point décisif où les enjeux énergétique et technolo-

gique se croisent pour façonner notre futur. L'IA, avec ses capacités exceptionnelles de modernisation et d'optimisation, devient un élément majeur pour répondre aux défis énergétiques mondiaux, et plus exactement pour accompagner l'Algérie dans son parcours de transition énergétique", a-t-il dit. Il a ajouté que l'IA peut non seulement rendre le secteur énergétique "plus efficace", mais aussi "plus durable et plus respectueux de l'environnement", soulignant que cette journée d'étude intervient dans la cadre de l'exploration des opportunités que pourrait proposer l'IA dans ce sens.

Pour sa part, la responsable du projet PNR, Dr Labed Kaouter, enseignante à l'ENS et membre au laboratoire d'Informatique de l'Université d'Oran 1, a indiqué que cette rencontre scientifique vise à rapprocher le monde industriel aux universités et aux travaux des laboratoires qui pourraient les intéresser, et discuter des différents progrès dans l'IA dans les domaines industriel et écologique, principalement en matière de protection de l'environnement. Selon l'intervenante, des solutions, des techniques, des outils et des applications peuvent être proposés par l'IA pour améliorer l'efficacité et les données énergétiques. De son côté, M. Mustapha Karim Labadji, représentant

de l'Ecole Supérieure en Génie Electrique et Energétique d'Oran (ESGEE), a précisé que l'IA représente "l'un des axes stratégiques" du pays et elle est considérée comme un outil pour "améliorer le rendement économique et ouvrir de nouvelles perspectives de développement". Concernant l'IA dans le secteur énergétique, il a indiqué que "la consommation d'énergie et la demande sont en constante augmentation. Toutefois, beaucoup de déchets et de pertes résultent de cette augmentation, l'IA est là pour optimiser cette consommation et diminuer les déchets".

Benaissa Fouad, de la Direction recherche et développement du groupe Sonatrach, a, quant à lui, insisté sur l'importance de l'IA dans le monde énergétique, puisqu'elle est, a-t-il dit, omniprésente dans cette industrie et il y a beaucoup d'autres domaines qui peuvent être explorés à l'aide des travaux universitaires, d'où l'importance de renforcer la collaboration et la rendre "plus fructueuse".

Plusieurs interventions ont été présentées, lors de cette journée, dont "l'Université d'Oran1-entreprises : un retour d'expérience en formation spécialisée" et "le management des projets et l'IA : défis, challenges et opportunités".

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉVISION DE L'ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UE

L'Algérie plaide pour un partenariat équilibré

Dans le but d'initier une nouvelle ère de relations entre Alger et Bruxelles, fondée sur le respect mutuel et l'exploitation de bénéfices partagés, l'Algérie propose de réviser son accord d'association avec l'Union européenne (UE). Cette démarche, qui se veut pragmatique et coopérative, a été explicitée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du Conseil des ministres qu'il a présidé dimanche dernier. Cette révision, issue de la décision prise l'an dernier, vise à adapter l'accord aux réalités économiques actuelles du pays.

Par Mourad A.

Le chef de l'État a réaffirmé l'ouverture de l'Algérie à l'importation et à la coopération économique avec ses partenaires européens. Cependant, il a souligné que la révision de l'accord n'est pas motivée par un conflit avec l'UE, mais par la volonté de renforcer les relations bilatérales sur la base d'un partenariat "gagnant-gagnant". « L'objectif est de bâtir une coopération solide, mutuellement bénéfique et respectueuse des intérêts stratégiques de l'Algérie », a-t-il déclaré. Abdelmadjid Tebboune a précisé que cette révision est nécessaire pour refléter les évolutions économiques du pays, notamment la diversification de ses exportations. « L'Algérie exporte aujourd'hui des produits dans de nombreux secteurs tels que l'agriculture, les minéraux, le ciment et les produits alimentaires. Cette diversification justifie l'adaptation des termes de l'accord avec l'UE », a-t-il expliqué. Il a insisté sur le fait que cette révision n'est pas le résultat d'un conflit, mais d'une volonté de renforcer la coopération économique entre l'Algérie et l'UE. "L'accord d'association, entré en vigueur en 2005, ne répondait plus aux réalités économiques actuelles, et il était donc nécessaire de le réviser dans un esprit de dialogue et de coopération", a-t-il rappelé. Dans ce cadre, Tebboune a également abordé la question des importations. « Les restrictions à l'importation ne concernaient que les produits fabriqués localement en quantité suffisante pour satisfaire les besoins du marché national », a-t-il précisé. L'objectif est de protéger l'industrie locale tout en maintenant un équilibre avec les importations nécessaires. Le président a également souligné l'importance de préserver une image positive de l'Algérie, notamment auprès des grandes marques internationales. Il a donné des instructions fermes au gouvernement pour contrer toute tentative de ternir cette image et encourager les investissements, particulièrement ceux portés par les jeunes dans la commercialisation des marques internationales. "Ces marques, présentes dans les malls, sont très prisées par la jeunesse algérienne et jouent un rôle clé dans la dynamisation de l'économie locale", a-t-il affirmé. Enfin,

le président a évoqué la nécessité de rationaliser les importations afin d'éviter les pratiques spéculatives. Bien que l'importation de certains produits, comme les pièces détachées, soit libre, elle devra désormais être mieux régulée pour éviter toute spéculation excessive.

Déséquilibres économiques et absence de retombées concrètes

L'expert économique, Dr Houari Tigharsi, a souligné l'importance de la révision de l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE. Intervenant sur la Chaîne I de la radio nationale, il a salué la décision prise par le président Tebboune, tout en rappelant que cet accord, signé il y a 20 ans, n'a pas apporté les bénéfices attendus pour l'Algérie, notamment en matière de transfert technologique et d'investissements. Selon lui, l'Algérie doit redéfinir ses relations avec l'UE pour corriger les déséquilibres économiques actuels et établir un partenariat véritablement équilibré. Tigharsi a expliqué que cette révision intervient dans un contexte économique et financier plus stable pour l'Algérie, ce qui lui permet de négocier des accords plus avantageux. « Avec les développements actuels, il est devenu nécessaire de redéfinir l'accord de partenariat avec l'UE afin qu'il repose sur un principe d'égalité et de réciprocité », a-t-il déclaré, soulignant la nécessité de répondre aux défis de diversification et de développement économique du pays. L'expert a également mis en lumière les déséquilibres économiques générés par l'accord actuel, qui serait défavorable à l'Algérie. Il a estimé que l'Algérie subit des pertes d'environ 5 milliards de dollars par an en droits de douane supprimés, soit un total cumulé de 30 milliards de dollars. Il a ajouté que, malgré les engagements de l'Union européenne en matière de transfert technologique, d'investissements et de diversification économique, ces objectifs n'ont pas été réalisés à la hauteur des attentes. "L'Algérie, en dépit de la signature de cet accord, n'a pas vu les retombées concrètes promises", a-t-il précisé. Pour Tigharsi, la révision de cet accord doit se faire selon un principe "gagnant-gagnant". Il insiste sur la nécessité de prendre en compte les

récentes transformations économiques de l'Algérie, notamment sa volonté de renforcer sa souveraineté économique et de diversifier ses secteurs d'activité. "L'Algérie aspire désormais à établir des relations économiques équilibrées, en particulier dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, le secteur minier et l'énergie", a-t-il ajouté. L'expert appelle ainsi à un partenariat plus ambitieux avec l'UE, qui dépasse la simple exportation de produits européens vers l'Algérie. "Aujourd'hui, l'Algérie a besoin d'une véritable coopération dans des domaines comme le transfert de technologies, la numérisation, et les énergies renouvelables", a-t-il précisé.

Un repositionnement stratégique pour l'Algérie

Le Dr Tigharsi a également souligné que l'Algérie, grâce à ses nouvelles forces économiques, peut désormais négocier sur des bases plus solides. Moins dépendante des importations, notamment pour les engrais, les produits alimentaires et les véhicules, elle a fait des progrès notables dans certains secteurs. "L'Algérie est aujourd'hui un leader dans la production d'engrais et enregistre des succès dans ses exportations agricoles, comme la vente d'olives vers les pays du Golfe", a-t-il indiqué. Cette évolution économique permet à l'Algérie de renforcer sa position de négociation avec l'UE et de revendiquer des accords plus avantageux. "L'Algérie dispose désormais de capacités de production et d'exportation qui renforcent sa position sur le marché mondial. Elle n'est plus seulement un importateur, mais un acteur économique stratégique", a-t-il ajouté. Enfin, l'expert a critiqué l'Union européenne pour son manque d'engagement dans le respect de plusieurs clauses essentielles de l'accord de partenariat. Il a rappelé que l'UE était censée soutenir l'Algérie dans des domaines clés comme l'énergie, l'éducation et l'industrie, mais que ces engagements sont restés largement insatisfaits. Il a également souligné que les procédures de visa et de déplacement entre l'Algérie et l'UE restent complexes et contraignantes pour les citoyens algériens, ce qui nuit à la fluidité des échanges.

PRODUCTION DE GAZ NATUREL

En hausse de 311 millions de m³ en novembre 2024

Par M. A.

En novembre 2024, plusieurs pays arabes producteurs de gaz naturel ont enregistré des baisses significatives de leur production, tandis que l'Algérie a marqué une différence notable avec une augmentation de ses exportations. Cette dynamique souligne le rôle stratégique du pays dans l'approvisionnement énergétique mondial. Un rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net » a analysé les tendances de production mensuelles des pays membres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) et a mis en évidence ces variations contrastées. L'Algérie a ainsi enregistré une hausse de 311 millions de mètres cubes en novembre, portant sa production à 7,99 milliards de mètres cubes. Cette performance intervient dans un contexte où des pays comme le Qatar, le Koweït, Bahreïn et l'Égypte ont vu leur production diminuer. Cette tendance à la baisse dans ces pays pourrait être attribuée à divers facteurs, notamment les efforts déployés par l'Algérie pour stabiliser ses volumes de production et répondre à une demande européenne croissante, particulièrement exacerbée par la guerre en Ukraine. En revanche, le Qatar a connu une chute importante de sa production, qui a baissé de 381 millions de mètres cubes, atteignant 16,08 milliards de mètres cubes en novembre. Sur l'ensemble de l'année 2024, le Qatar a enregistré une réduction de 4,7 milliards de mètres cubes par rapport à l'année précédente, avec une production annuelle de 188,24 milliards de mètres cubes. La situation en Égypte est similaire, où la production a atteint son plus bas niveau en huit ans, enregistrant une baisse mensuelle de 159 millions de mètres cubes en novembre. Malgré une baisse globale de sa production sur l'année 2024, avec 88,94 milliards de mètres cubes contre 95,86 milliards en 2023, l'Algérie demeure un acteur majeur sur le marché mondial du gaz naturel. Le pays bénéficie de son infrastructure bien développée, notamment des pipelines qui le relient directement à l'Europe, ce qui lui permet de jouer un rôle crucial pour les pays européens qui cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement en gaz, notamment en raison des sanctions contre la Russie. Par ailleurs, l'Algérie a réussi à maintenir une consommation interne stable, avec un total de 1,6 milliard de mètres cubes utilisés pour la production d'électricité et de chauffage, un chiffre constant depuis plusieurs mois.

SILOS DE STOCKAGE DE CÉRÉALES, LOI SUR LES ASSURANCES, BOURSE UNIVERSITAIRE...

Les orientations du président Tebboune

Synthèse R. E.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé dimanche dernier une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen de plusieurs dossiers. Dans le domaine agricole, le président de la République s'est félicité de l'avancement des travaux de réalisation des silos de stockage de céréales, en prévision de la campagne de moisson, avec des capacités qui atteindront, pour la première fois, environ 5 millions de tonnes, ordonnant d'accélérer le parachèvement des travaux des silos restants. Concernant l'exposé sur l'état d'avancement de la réalisation des silos de

stockage de céréales, « le président de la République a enjoint au ministre de l'Agriculture et du Développement rural d'accélérer le parachèvement des travaux des silos restants pour renforcer les capacités de stockage dans le cadre de la stratégie de sécurité alimentaire », selon un communiqué du Conseil des ministres. Le président de la République a en outre « ordonné d'étendre la construction de silos de stockage à d'autres communes connues pour une production céréalière régulière et abondante », ajoute la même source. Concernant la loi sur les assurances, le chef de l'État a instruit le gouvernement d'enrichir le projet de loi relatif aux assurances "en accord avec la souveraineté financière du pays". Le prési-

dent de la République a également ordonné d'"encourager les opérateurs dans ce domaine à l'investissement et à la création de banques algériennes privées pour dynamiser davantage l'économie nationale", selon le communiqué du Conseil des ministres. Lors de cette réunion, le Président Tebboune, a ordonné également d'inclure dans la loi relative à l'exercice du droit syndical tous les critères de transparence de l'exercice syndical et la véritable représentation syndicale. Par ailleurs, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné la création d'une commission composée de trois (3) ministres concernant l'augmentation de la bourse universitaire, indique un commu-

niqué du Conseil des ministres. «Concernant l'exposé sur la bourse universitaire, Monsieur le président de la République a ordonné la création d'une commission, composée du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, et du ministre des Finances, qui soumettra son rapport sur l'augmentation de la bourse universitaire lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres», précise la même source. Le président de la République a également «ordonné d'inclure la révision des systèmes de bourse et d'hébergement des étudiants universitaires dans le plan de réforme globale des œuvres universitaires».

CACAO

La hausse des cours plombe l'industrie mondiale de la transformation

Le marché mondial du cacao a été secoué avec les niveaux sans précédent atteints par les cours. Cette flambée a eu impact global sur toute la chaîne de valeur mondiale du produit. Les chiffres sur la transformation mondiale de cacao durant le dernier trimestre 2024 sont tombés la semaine dernière. Et comme prévu, ils sont en baisse. En Europe, les broyages de fèves ont atteint 331 853 tonnes entre octobre et décembre 2024, soit le plus bas niveau depuis 2015. Au total, les transformateurs auront traité 1,41 million de tonnes de fèves sur l'ensemble de l'année écoulée selon le dernier rapport de l'Association européenne du cacao (ECA). Ce stock représente le volume le plus faible depuis 2021 et signe la seconde année consécutive de baisse des opérations sur le vieux continent, principale région de transformation et de consommation du cacao. Du côté de l'Asie, l'heure n'est pas non plus à l'euphorie. D'après les données de la Cocoa Association of Asia (CAA), seulement 210 111 tonnes de cacao ont été broyées durant le dernier quart de l'année, le niveau le plus bas depuis 2019. En Amérique du Nord, 102 761 tonnes de fèves ont été traitées sur le dernier trimestre, une baisse de 1,16 % par rapport à l'année dernière. Globalement, ces chiffres reflètent la morosité de la demande de cacao à l'échelle mondiale avec la flambée des prix de la matière première de plus de 160 % qui a augmenté les coûts opérationnels pour les industriels dans un contexte d'engouement limité des consommateurs aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord. Cette situation pourrait encore se prolonger cette année.

SALON INTERNATIONAL DU CHOCOLAT ET DU CAFÉ "CHOCAF" À PARTIR DU 29 JANVIER AU 1 FÉVRIER

Environ 70 exposants attendus à Oran

La sixième édition du Salon international du chocolat et du café "Chocaf" se déroulera du 29 janvier au 1er février prochain au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, ont indiqué les organisateurs. Environ 70 exposants venus d'Algérie et de pays étrangers tels que l'Egypte, l'Italie, l'Espagne, la Tunisie et le Cameroun sont attendus à cet événement, offrant ainsi aux visiteurs et investisseurs l'occasion de découvrir les dernières technologies et innovations dans les domaines du chocolat et du café, selon un communiqué de la société organisatrice de l'événement. La même source a souligné que "cet événement est l'une des principales manifestations économiques qui

réunit les entreprises, fabricants, artisans et investisseurs algériens et étrangers dans les secteurs du chocolat et du café". Il a également été précisé que le salon vise à promouvoir les produits nationaux, à ouvrir de nouveaux marchés d'exportation pour les industries locales, ainsi qu'à soutenir les artisans et les aider à renforcer leurs activités. A cette occasion, des concours internationaux seront organisés, quotidiennement, dans les domaines de la préparation du chocolat, du café et de la pâtisserie, où des concurrents d'Algérie et de l'étranger viendront démontrer leurs compétences et leur créativité, et une commission internationale évaluera les participations.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Ciôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,39	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 360,00	NC	0,00	0,29	2,30	7,08	7,83	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 273,00	NC	0,00	0,46	-0,29	11,96	5,50	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,97	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-11,04	2,03	-	0	0,00

LE PDG DE SONATRACH REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE LA MAURITANIENNE SMH

Les moyens de renforcer la coopération bilatérale évoqués

Le président directeur général (Pdg) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu, dimanche à Alger, une délégation de la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH) conduite par son Directeur général, Ismail Abdelvettah, qui effectue une visite de travail visant à renforcer la coopération entre les deux parties, selon un communiqué du Groupe. "Dans une démarche traduisant la profondeur des relations bilatérales entre l'Algérie et la Mauritanie dans le secteur de l'énergie, le Pdg du groupe Sonatrach, M. Rachid Hachichi, a reçu, dimanche au siège de la Direction générale, une délégation de haut niveau de la Société mauritanienne des hydrocarbures, conduite par le Directeur général Ismail Abdelvettah, qui

effectue une visite de travail visant à renforcer la coopération entre les deux parties". Cette visite permettra d'explorer les opportunités de partenariat entre les deux parties, précise la même source. Lors des discussions, "les opportunités d'investissement ont été abordées ainsi que l'exécution de projets stratégiques d'intérêt commun, englobant toutes les étapes de la chaîne de valeur dans le secteur des hydrocarbures, de l'exploration et la production à la commercialisation", souligne le communiqué. Les deux parties ont également mis en avant "l'importance de renforcer les efforts conjoints pour explorer et développer les ressources pétrolières, à l'effet d'assurer une exploitation optimale des potentialités naturelles disponibles en Mauritanie",

selon le communiqué du groupe qui précise que ces efforts "s'inscrivent dans une vision stratégique à même d'approfondir la coopération dans les domaines de l'exploration, des transports et de la transformation au bénéfice des intérêts communs des deux parties". Par ailleurs, le Groupe a indiqué que le programme de la visite de la délégation mauritanienne s'étalait sur quatre jours, au cours desquels la délégation visitera les installations de production et de formation relevant de Sonatrach. Ces visites permettront à la délégation de s'enquérir des expertises et des capacités industrielles et productives du Groupe, y compris les processus opérationnels avancés et les techniques modernes adoptées dans les activités, selon le communiqué.

SOLIDARITÉ

Le CREA offre des lunettes de vue au profit d'élèves de plusieurs wilayas

Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a lancé son opération "vision adaptée" offrant des lunettes de vue au profit d'élèves de plusieurs wilayas, a-t-il indiqué dimanche dans un communiqué. "Les anomalies visuelles sont souvent une entrave à la réussite scolaire. Pour remédier à cette situation auprès de 1000 élèves scolarisés du primaire au lycée et issus de familles en difficulté, le CREA lance son opération +vision adaptée+ dans le cadre de ses actions de solida-

rité", a-t-il indiqué. En partenariat avec les entreprises membres du CREA et les associations locales, le CREA organise dans ce cadre "une mini caravane dans les wilayas. La Société SINAL d'Oran met à disposition son équipe technique qui se déplace dans les wilayas pour proposer aux enfants de faire leur propre choix de monture de lunettes qui sont offertes", précise la même source. Les associations locales sont en charge d'identifier les enfants issus des familles en difficulté, note le communiqué qui précise également que les entreprises locales prennent en charge les visites

médicales chez les ophtalmologues en cas de besoin. Le lancement de l'opération a eu lieu dans la wilaya de Tlemcen le 14 janvier 2025, rappelle le communiqué, qui ajoute que l'opération se poursuit dans la wilaya de Djelfa le 28 janvier, puis la wilaya de Tougourt le 29 janvier et la wilaya de Ghardaïa le 30 janvier. L'opération se poursuivra le mois de février avec des étapes dans les wilayas de Bordj Badji Mokhtar, Sétif, Constantine et Blida. D'autres wilayas sont en cours de recensement des élèves en besoin de lunettes de vue, selon le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 27 جانفي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date:27 Janvier 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كغ	معدل	أعلى	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	74	89	58	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	96	112	80	الطماطم	
	Oignon sec	50	57	44	البصل الجاف	
	Ail sec	501	569	433	الثوم الجاف	
	Carotte	68	77	59	الجزر	
	Navet	81	91	72	لفت	
	Choux fleur	69	77	61	قرنبيط	
	Choux	84	93	75	الكرنب	
	Courgette	179	195	163	الكوسة	
	Haricot vert	329	350	309	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	101	114	88	الخس		
Fruits frais	Clémentine	120	178	122	الكلمونتين	فواكه طازجة
	Mandarine	102	163	110	المندرين	
	Orange	110	135	85	البرتقال	
	Citron	124	142	106	الليمون	
	Pomme locale	402	518	287	التفاح المحلي	
	Datte	521	658	384	التمر	
	Banane	422	437	406	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1765	1896	1634	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	346	358	334	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	98	103	92	حليب البقر (لتر)	

COMMERCE

La deuxième phase du recensement économique lancée

C'est à partir de la wilaya de Sétif où il effectue hier lundi une visite de travail et d'inspection, que le ministre du Commerce intérieur, M. Tayeb Zitouni, a procédé au lancement de la deuxième phase du recensement économique du produit national. Cette opération vise à finaliser l'élaboration d'une base de données nationale, précise et exhaustive, de toutes les activités économiques.

Par Réda Hadi

Ce recensement permettra également de répondre à la demande nationale et d'assurer la sécurité alimentaire à travers une base de données, précise et exhaustive, de toutes les activités économiques, souligne-t-on dans l'entourage du ministre. Ce recensement, dont la première phase a été lancée le 7 mai 2023, permettra de procéder à la définition exacte des capacités de production nationales et à l'élaboration d'un fichier national des différentes unités de production, en recourant à la numérisation, pour permettre aux pouvoirs publics d'encadrer l'opération d'importation, d'orienter les opérations d'investissement et de mieux les répartir sur l'ensemble du territoire national afin de créer des pôles industriels spécialisés. Reprenant ces arguments, il a affirmé que l'Algérie dispose aujourd'hui d'un réseau économique très important constitué de 186.000 entreprises nationales productrices, industrielles et de transformation parmi lesquelles 120.000 ont été dûment recensées, constituant une précieuse

banque de données quant aux besoins et aux produits que nous consommons et ce, avec précision. « Si le président de la République a insisté sur l'élaboration d'un recensement économique des produits nationaux, qu'il s'agisse des produits agricoles dont le recensement a été effectué par le ministère concerné, ou des produits industriels et de transformation, c'est dans le but de déterminer avec précision les indices liés à notre consommation et de constituer une banque de données exhaustive », a encore indiqué M. Zitouni. Soulignant que le choix de la wilaya de Sétif pour le lancement de cette importante opération n'est pas fortuit, mais « s'explique par le fait qu'il s'agit de la seconde wilaya en termes économiques, après celle d'Alger, au plan de l'importance du tissu industriel, avec plus de 8.000 entreprises de production industrielle et de transformation rayonnant sur l'ensemble du territoire national ». Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a visité, au cours de sa visite de travail dans la wi-

laya de Sétif, un grand nombre d'unités industrielles, de statuts public et privé, avant de clôturer sa tournée par une rencontre, au « dôme » du Park Mall de la capitale des Haut plateaux, avec les opérateurs économiques. Des économistes qui soutiennent cette démarche, soulignent qu'à travers ce recensement, les capacités de production nationales seront déterminées avec précision et un fichier national des différentes unités de production sera élaboré en recourant à la numérisation, ce qui permettra aux pouvoirs publics d'encadrer les opérations d'importation, outre l'orientation des opérations d'investissement et leur répartition à travers le territoire national afin de créer des pôles industriels spécialisés. Le ministre du secteur, a donc lors de cette visite, souligné l'importance de cette opération, qui permettra de disposer d'une base de données exhaustive et précise sur les produits nationaux, renforçant ainsi la capacité à prendre des décisions stratégiques soutenant la production nationale et contribuant au développement économique durable.

ASSURANCES

Renforcer l'inclusion financière et l'e-paiement

Par M. A.

Le secteur des assurances en Algérie franchit une étape majeure avec l'introduction de nouvelles modalités de paiement. Depuis le 1er janvier 2025, le paiement en espèces est désormais interdit pour certaines transactions, telles que les assurances obligatoires, les achats immobiliers, ainsi que les acquisitions de véhicules, de yachts et de bateaux de plaisance. Cette mesure vise principalement à renforcer l'inclusion financière et à promouvoir les paiements électroniques, comme l'a souligné Youcef Benmecia, président de l'Union des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR). S'exprimant sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, Youcef Benmecia a précisé que les agences d'assurances ne recevront plus de paiements en espèces et adopteront exclusivement des méthodes de paiement telles que les virements bancaires, les chèques et les paiements électroniques via cartes ou internet. « Cette transition fait partie d'un dispositif intégré dans la loi de Finances 2025. De plus, la majorité des 3 100 agences d'assurances en Algérie sont déjà équipées de terminaux de paiement électroniques (TPE), ce qui facilite l'adoption de méthodes de paiement plus sécurisées et traçables », a-t-il expliqué. En outre, Benmecia a évoqué les réformes en cours dans le secteur des assu-

rances. Actuellement, le cadre juridique repose sur quatre anciennes ordonnances qui nécessitent une mise à jour afin de répondre aux défis économiques et sociaux contemporains. « Ces réformes, lancées sur instructions directes du président de la République, visent à moderniser la gestion du secteur et à diversifier l'offre de produits d'assurance », a-t-il précisé. Le président de l'UAR a également exprimé le souhait de regrouper ces quatre ordonnances révisées en un seul texte de loi, simplifiant ainsi le cadre législatif et rendant le secteur plus efficace. Cette réforme ambitionne de transformer le secteur des assurances en un véritable moteur de l'économie nationale. Dans un contexte plus large de digitalisation, Benmecia a souligné l'importance cruciale de la transformation numérique du secteur. Cette digitalisation, déjà en marche, vise à diversifier les prestations d'assurance et à faciliter l'accès aux produits, tout en renforçant l'inclusion financière, un enjeu clé pour le développement économique du pays. « L'intégration des FinTech et InsurTech dans le cadre des réformes législatives permet de moderniser les processus de souscription et de gestion des produits, tout en offrant des services personnalisés via des applications mobiles ou des plateformes en ligne », a-t-il ajouté. Ces technologies facilitent également la gestion des contrats

à distance et le règlement des sinistres, rendant l'assurance plus accessible, attractive et transparente. Par ailleurs, cette évolution numérique répond à la nécessité de renforcer l'efficacité dans un secteur essentiel pour l'économie nationale.

174 milliards de DA de chiffre d'affaires en 2024

En ce qui concerne les évolutions financières, le PDG de l'UAR a révélé qu'en 2023, les sociétés d'assurance ont enregistré un chiffre d'affaires de 174 milliards de dinars, soit une augmentation de 5 % par rapport à 2022. Les prévisions pour 2024 annoncent une croissance de 4 %, portant les revenus à environ 181 milliards de dinars. Dans ce contexte, plusieurs propositions ont émergé, notamment la création d'un dispositif spécifique pour les calamités agricoles, distinct des assurances traditionnelles, avec une intervention directe de l'État. Par ailleurs, l'assurance islamique (Takaful), lancée en 2020, connaît une forte progression, avec un chiffre d'affaires de 163 millions de dinars en 2023 et des prévisions de 550 millions de dinars pour 2024. Enfin, face aux défis liés aux changements climatiques, il est impératif d'adapter les produits d'assurance pour couvrir de nouveaux risques, tels que les incendies de forêt, les sécheresses et les glissements de terrain.

CÉRÉALICULTURE

Une superficie de 86.000 ha déjà emblavée à Médéa

Une superficie de 86.000 hectares a été emblavée en céréales à Médéa, au titre de la campagne labours-semailles 2024/2025, entamée en octobre dernier et qui va se poursuivre pendant encore quelques semaines, a-t-on appris lundi auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA). La superficie ensemencée à ce jour représente plus de 66% des objectifs d'emblavement fixés à 130.000 hectares, a fait savoir le DSA, Mahieddine Belhimer, précisant que les travaux de labour ont été réalisés sur 97.000 hectares, soit un peu plus de 74% des 130.000 hectares programmés. Sur les 86.000 hectares emblavés, 53.449 hectares ont été consacrés à la culture du blé dur, 8.782 hectares pour le blé tendre, près de 23.000 hectares pour l'orge, 1.159 hectares pour l'avoine, alors que d'autres parcelles ont été consacrées à la culture de légumineuses, a-t-il détaillé. "L'apport pluviométrique salvateur du mois de janvier devrait encourager les exploitants agricoles qui n'ont pas encore semé les parcelles labourées à franchir le pas et à éviter de retarder l'opération au risque de rater leur campagne", a estimé le responsable. La DSA espère réaliser la totalité de l'objectif arrêté, celui d'emblaver d'ici à la fin février les 130.000 hectares réservés à cette culture stratégique et d'engranger une production qui dépasserait le million de quintaux de céréales, a souligné M. Belhimer.

SONELGAZ

603 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique à El-Oued

Pas moins de 603 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électrification agricole, depuis le début de l'année en cours, à travers la commune d'Ourmas (15 km Nord-ouest d'El-Oued), a-t-on appris lundi auprès de la direction de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Retenue au titre du programme spécial portant électrification des exploitations agricoles, lancée en 2022, l'opération a nécessité un financement de 1,9 milliard DA, dont une contribution de 220 millions DA de la Sonelgaz, a indiqué le chargé de communication à la Sonelgaz-El-Oued, Habib Meslem. Cette opération a ciblé notamment les exploitations localisées au niveau des périmètres agricoles de "Ahoud El-Djibs" et de "Nord El-Hadhouli", créés dans le cadre de la stratégie d'octroi du foncier aux opérateurs agricoles, notamment les jeunes promus d'institutions universitaires et de formation. L'électrification de 297 exploitations agricoles du périmètre agricole de "Ahoud El-Djibs" a été réalisée à la faveur d'un réseau de 60 km linéaires, dont 52 km de moyenne tension et 8 km de basse tension, alimentées depuis 76 transformateurs électriques. Aussi, 306 exploitations agricoles localisées au niveau du périmètre "Nord El-Hadhouli" ont été raccordées au réseau d'électrification à la faveur d'un réseau de 56 km linéaires, dont 44 km de moyenne tension et 12 km de basse tension, alimentés à partir de 77 transformateurs électriques, a ajouté M. Meslem. Près de 4.000 exploitations agricoles disséminées à travers les différentes communes de la wilaya d'El-Oued ont été raccordées, entre 2022 et 2024, au réseau d'électrification agricole, a-t-il rappelé.

SKIKDA

Réception de l'Unité des nouveau-nés à l'EPH Abderrazak-Bouhara après son réaménagement

L'Unité des nouveau-nés et prématurés de l'établissement public hospitalier (EPH) Abderrazak-Bouhara de Skikda vient d'être réceptionnée au terme d'une opération de réaménagement et de réhabilitation, a-t-on appris dimanche auprès du Directeur de cet établissement, Mohamed Khaldi. Cette Unité réceptionnée à la mi-janvier est désormais conforme aux normes requises pour assurer une prise en charge de qualité des nouveau-nés, a assuré dans une déclaration à l'APS le même responsable. L'opération a permis, notamment d'assurer un traitement antibactérien du sol de l'Unité, la réfection des portes et sa dotation en matériel et équipements nécessaires dont des couveuses et un appareil de photothérapie, a précisé M. Khaldi. Cette Unité a enregistré au cours de l'année 2024 la naissance de 2.357 bébés, a rappelé le même cadre.

TIZI-OUZOU

Lancement d'une formation en dégustation de l'huile d'olive

Une formation en dégustation de l'huile d'olive a été lancée dimanche à l'Institut technologique spécialisé de formation agricole (ITSFA) de Tizi-Ouzou, en vue d'initier aux bases de l'oléologie dans le but de promouvoir et d'inciter à la production d'une huile d'olive de qualité.

Une salle de dégustation de l'huile d'olive a été inaugurée à l'ITSFA visant la formation, à travers des cours théoriques et des séances de dégustation pratiques, des professionnels de la filière oléicole, aux bases essentielles d'analyse sensorielle appliquées aux huiles d'olive, selon la réglementation en vigueur et la norme commerciale du Conseil Oléicole International (COI), a indiqué le sous-directeur de la formation agricole au ministère de l'Agriculture du développement rural et de la pêche, M. Hamid Ould Youcef. La formation est destinée aux Oléiculteurs, oléifacteurs, exportateurs, ainsi qu'aux personnes ayant vocation à faire partie d'un jury de dégustation d'huiles d'olive et aussi aux consommateurs qui souhaitent découvrir les bases de la dégustation, a-t-il précisé. Ce

nouvel acquis pour l'ITSFA de Tizi-Ouzou, spécialisé en agriculture de montagne, contribuera à la "formation des professionnels en dégustation d'huiles d'olive qui seront des futurs membres de jury de dégustation, mais aussi à inculquer aux consommateurs le b.a.-ba de la dégustation d'huile d'olive et à promouvoir la consommation d'une l'huile de qualité", a ajouté le responsable. M. Ould Youcef a souligné que l'Algérie, "pays traditionnellement agricole, bénéficie d'un climat méditerranéen propice à la production d'une huile de grande qualité et fait partie des dix plus grands producteurs d'huile d'olive". Il a rappelé, à ce propos, que durant ces dernières années plusieurs marques d'huile d'olive algériennes ont été distinguées à l'étranger, dans des concours internationaux, "ce qui dénote le

vif intérêt que portent les professionnels de la filière à la production d'une huile d'olive de haute qualité, dans le but de conquérir le marché international", a-t-il dit. Il a insisté sur l'impératif de doubler d'efforts pour, notamment, améliorer les performances de la filière en termes de productivité en multipliant les activités de formation pratique, d'appui-conseil et de diffusion des bonnes pratiques agricoles. Il s'agit aussi de promouvoir l'intégration de l'ensemble des acteurs au sein de la chaîne de valeur et de développer l'esprit de compétitivité des acteurs industriels et commerciaux, "ce qui va encourager l'adoption et le respect des standards et normes en matière de qualité des produits, du packaging, entre autres, exigés par le marché national et international", a-t-il indiqué.

CHLEF

Plus de 1.400 opérateurs concernés par le recensement de la production nationale

Au total, 1.421 opérateurs économiques de la wilaya de Chlef sont concernés par l'opération de recensement de la production nationale qui sera lancée lundi a-t-on appris, dimanche auprès de la Direction du commerce intérieur et de la régulation du marché national. Cette opération, qui sera lancée sous le slogan "Un recensement global pour une économie intégrée", cible 1.421 opérateurs économiques dans différents secteurs, dont l'industrie agroalimentaire, l'électroménager et les biens et services, a indiqué à l'APS, le chef du service de l'obser-

vation du marché et de l'information économique auprès de la direction, Mohamed Bouziane. Il a expliqué que l'opération vise le recensement de la production nationale au double plan qualité et quantité, en plus de l'enregistrement des prix et tarifs douaniers de chaque produit, ajoutant que des visites auprès des opérateurs économiques de la wilaya, tous secteurs confondus, seront entamées demain lundi, pour recenser les produits nationaux afin de les introduire sur la plateforme numérique affectée à cet effet. Quelque 24 équipes d'agents de la

Direction du commerce ont été désignées pour effectuer ces visites, alors qu'une cellule spéciale pour la collecte des informations et leur introduction sur la plateforme numérique dédiée à cette opération de recensement a été mise sur pied, a fait savoir le même responsable. Parallèlement au recensement, les opérateurs économiques seront sensibilisés sur les dangers de la contrefaçon et l'importance de veiller au respect des normes de qualité en vigueur dans chaque secteur commercial et sur la commercialisation des produits nationaux à des prix compé-

titifs. Les animateurs de cette opération veilleront, également, à l'écoute des préoccupations et des doléances des opérateurs en vue de les transmettre aux autorités concernées, selon la même source. L'opération nationale de recensement de la production nationale est prévue du 27 janvier au 16 février, a-t-on rappelé en notant que les agents de contrôle poursuivent leurs sorties de terrain au titre des efforts de régulation des activités commerciales et de la garantie de la stabilité des prix, notamment concernant les produits et biens de large consommation.

RELIZANE

Plus de 45 millions DA pour l'amélioration de l'AEP

Une enveloppe financière de l'ordre de plus de 45 millions de dinars été consacrée à l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) dans la commune de Matmor (wilaya de Relizane), a-t-on appris, dimanche, du directeur de l'hydraulique de la wilaya, Nabil Bagoura. M. Bagoura a déclaré à l'APS que ce projet, inscrit dans le cadre du programme sectoriel de développement de l'année 2024, vise à renforcer et à améliorer l'approvisionnement

en eau potable pour plus de 5.100 habitants de la commune de Matmor. Le projet comprend la réalisation de quatre réservoirs d'eau d'une capacité totale estimée à 2.000 mètres cubes (500 m³ par réservoir), en plus des canalisations de refoulement et de distribution. Selon ce responsable, le taux d'avancement des travaux dépasse les 60 % et leur achèvement est prévu pour le début du deuxième semestre de cette année.

Une fois achevé, ce projet permettra d'assurer un approvisionnement suffisant en eau potable pour les quartiers de la commune de Matmor, en particulier pour les logements situés dans les étages supérieurs des immeubles, tout en réduisant les perturbations dans la distribution et en renforçant les capacités de stockage, a souligné à l'APS le responsable du service de l'eau potable à la direction, Mustapha Koubi. Les services de la direction de l'hydraulique

ont également appelé les autorités à adopter une gestion rationnelle de l'eau et à préserver cette ressource vitale, en particulier durant l'été, lorsque la demande augmente. Il convient de noter que l'entreprise "Algérienne des Eaux" (ADE) de Relizane produit plus de 132.000 mètres cubes d'eau potable pour plus de 156.000 habitants répartis sur plusieurs communes de la wilaya.

EL-BAYADH

Une production de 12.000 quintaux de maïs jaune attendue

Une production de près de 12.000 quintaux de maïs jaune est attendue dans la wilaya d'El-Bayadh, lors de la campagne de récolte de ce type de culture stratégique, lancée dimanche, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). Le wali d'El-Bayadh, Nouredine Belaribi, a donné le coup d'envoi de cette campagne au périmètre agricole de Daya El-Bakra à Brizina, une campagne qui devra couvrir une superficie totale de 170 hectares, dont 150 ha relevant de

l'Entreprise publique de développement des cultures agricoles stratégiques (Unité de production agricole Boukhtach Bouziane) dans le même périmètre, tandis que les 20 hectares restants concernent des investisseurs et agriculteurs des communes de Tousmoulina et Rogassa, selon le Directeur du secteur, Bengharbi Dahmane. Cette campagne, qui bénéficie de tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer son succès, devra enregistrer des rendements

allant de 70 à 100 quintaux à l'hectare. L'Office national de l'aliment du bétail se chargera de l'achat, du transport et de la transformation de la production en aliments pour le bétail et les animaux. Les services agricoles de la wilaya d'El-Bayadh accompagnent activement les professionnels de cette filière, en particulier sur le plan technique, en fournissant des conseils agricoles et un soutien, notamment en ce qui concerne le matériel d'irrigation, afin d'encourager les agriculteurs à participer au

programme agricole prometteur auquel l'Etat accorde une grande importance pour assurer la production locale de cette matière, destinée principalement à l'aliment du bétail et à la réduction des coûts d'importation, a précisé le même responsable. Une extension de la superficie cultivée est prévue pour la saison prochaine, surtout après les résultats positifs et encourageants obtenus lors des premières expériences de production de ce type de culture stratégique, a-t-on ajouté.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Trump affronte une Chine toujours plus puissante et affirmée

Peut-il gérer les relations entre les États-Unis et la Chine sans précipiter la Troisième Guerre mondiale ?

1^{ère} partie

Par Michael T. Klare

Gaza, Haïti, Iran, Israël, Liban, Russie, Syrie, Ukraine et Venezuela : le président élu Donald Trump ne manquera pas de défis en matière de politique étrangère lorsqu'il prendra ses fonctions en janvier. Cependant, aucun ne se rapproche de la Chine en termes de portée, d'échelle ou de complexité. Aucun autre pays n'a la capacité de résister à son antagonisme prévisible avec autant de force et de ténacité, et aucun ne suscite autant d'hostilité et d'indignation chez les Républicains MAGA [Make America Great Again]. En bref, la Chine va certainement mettre le président Trump dans une situation difficile la deuxième fois : il peut soit choisir de conclure des accords avec Pékin et risquer d'être taxé d'apaisement par les faucons anti-Pékin de son parti, soit punir et encercler davantage Pékin, au risque d'un affrontement potentiellement violent et peut-être même d'une escalade nucléaire. La manière dont il choisira de résoudre ce dilemme constituera certainement le test international le plus important de son second mandat.

Ne vous y trompez pas : les membres de l'entourage de Trump chargés d'élaborer la politique étrangère considèrent véritablement la Chine comme « The Big One. » Bien qu'ils imaginent de nombreux défis internationaux à leur stratégie « America First », seule la Chine représente, selon eux, une véritable menace pour le maintien de la domination mondiale de ce pays.

« Je suis convaincu que le Parti communiste chinois est entré dans une Guerre froide avec les États-Unis et qu'il vise explicitement à remplacer l'ordre mondial libéral dirigé par l'Occident qui est en place depuis la Seconde Guerre mondiale », a déclaré le représentant Michael Waltz, choisi par Trump comme conseiller à la sécurité nationale, lors d'un événement organisé en 2023 par le Conseil de l'Atlantique. « Nous sommes engagés dans une course mondiale aux armements avec un adversaire qui, comme aucun autre dans l'histoire des États-Unis, a la capacité économique et militaire de nous supplanter et de nous remplacer. » Pour Waltz et d'autres membres de l'entourage de Trump, la Chine représente une menace multidimensionnelle pour la suprématie mondiale de notre pays. Dans le domaine militaire, en renforçant son armée de l'Air et sa Marine, en installant des bases militaires sur des îles revendiquées en mer de Chine méridionale et en défiant Taïwan par des manœuvres aériennes et navales de plus en plus agressives, elle remet en cause la domination continue des États-Unis dans le Pacifique occidental. Sur le plan diplomatique, elle est en train de ren-



forcer ou de réparer ses liens avec les principaux alliés des États-Unis, notamment l'Inde, l'Indonésie, le Japon et les membres de l'OTAN. Parallèlement, elle est déjà sur le point de reproduire les technologies les plus avancées de ce pays, en particulier sa capacité à produire des puces électroniques de pointe. Et malgré les efforts de Washington pour réduire la dépendance des États-Unis à l'égard des produits chinois essentiels, notamment les minéraux et les produits pharmaceutiques, la Chine reste l'un des principaux fournisseurs de ce type de produits pour notre pays.

Combattre ou signer des accords ?

Pour de nombreux membres du cercle rapproché de Trump, la seule réponse correcte et patriotique au défi chinois est de riposter vigoureusement. Le représentant Waltz, choisi par Trump comme conseiller à la sécurité nationale, et le sénateur Marco Rubio, qu'il a choisi comme secrétaire d'État, ont tous deux parrainé ou soutenu une législation visant à freiner ce qu'ils considèrent comme des entreprises chinoises « malveillantes » aux États-Unis et à l'étranger. Waltz, par exemple, a présenté l'American Critical Mineral Exploration and Innovation Act of 2020, qui visait, comme il l'a expliqué, à « réduire la dépendance de l'Amérique à l'égard des sources étrangères de minéraux critiques et à ramener la chaîne d'approvisionnement américaine de la Chine vers l'Amérique ». Le sénateur Rubio s'est montré tout aussi combatif dans l'arène législative. En 2021, il est l'auteur de la loi sur la prévention du travail forcé des Ouïghours, qui interdit l'entrée aux États-Unis des marchandises produites dans les camps de travail forcé de la

province du Xinjiang. Il a également parrainé plusieurs textes législatifs visant à limiter l'accès des Chinois aux technologies américaines. Bien que ces mesures, ainsi que des mesures similaires introduites par Waltz, n'aient pas toujours obtenu l'approbation nécessaire du Congrès, elles ont parfois été intégrées avec succès dans d'autres textes législatifs.

En bref, Trump entrera en fonction en janvier avec une boîte à outils de mesures punitives pour lutter contre la Chine, prête à être mise en œuvre, et avec un fort soutien de la part des personnes qu'il a nommées pour en faire la loi du pays. Mais bien sûr, il s'agit de Donald Trump, et rien n'est acquis. Certains analystes pensent que son penchant pour les accords et son admiration déclarée pour l'homme fort de la Chine, le président Xi Jinping, pourraient l'amener à poursuivre une approche beaucoup plus transactionnelle, en augmentant la pression économique et militaire sur Pékin pour obtenir des concessions sur, par exemple, la réduction des exportations de précurseurs du fentanyl vers le Mexique, mais en les laissant tomber lorsqu'il aura obtenu ce qu'il veut. Howard Lutnick, l'investisseur milliardaire de Cantor Fitzgerald qu'il a choisi comme secrétaire au Commerce, affirme que Trump veut en fait « conclure un accord avec la Chine » et qu'il utilisera l'imposition de droits de douane de manière sélective comme outil de négociation pour y parvenir. Personne ne sait à quoi pourrait ressembler un tel accord, mais on voit mal comment Trump pourrait obtenir des concessions significatives de la part de Pékin sans abandonner certaines des mesures punitives préconisées par les faucons anti-Pékin de son entourage. Une chose est sûre : cette dynamique

complexe et déroutante se manifestera dans chacun des principaux domaines problématiques des relations entre les États-Unis et la Chine, obligeant Trump à faire des choix cruciaux entre ses instincts transactionnels et l'orientation idéologique dure de ses conseillers.

Trump, la Chine et Taïwan

De toutes les questions liées à la Chine qui se poseront au cours de son second mandat, aucune ne sera probablement plus difficile ou plus importante que le statut futur de l'île de Taïwan. Il s'agit de l'évolution progressive de Taïwan vers une indépendance totale et du risque de voir la Chine envahir l'île pour empêcher une telle issue, ce qui pourrait déclencher une intervention militaire américaine. De toutes les crises potentielles auxquelles Trump est confronté, c'est celle qui pourrait le plus facilement déboucher sur un conflit entre grandes puissances avec des sous-entendus nucléaires.

Lorsque Washington a accordé la reconnaissance diplomatique à la Chine en 1979, il a « reconnu » que Taïwan et le continent faisaient tous deux partie d'une « seule Chine » et que les deux parties pourraient éventuellement choisir de se réunifier. Les États-Unis ont également accepté de cesser leurs relations diplomatiques avec Taïwan et de mettre fin à leur présence militaire dans le pays. Toutefois, en vertu de la loi sur les relations avec Taïwan de 1979, Washington a également été autorisé à coopérer avec une agence diplomatique taïwanaise quasi-gouvernementale, le Bureau de représentation économique et culturelle de Taïpei aux États-Unis, et à fournir à Taïwan les armes nécessaires à sa défense. En outre, dans ce qu'il est convenu d'appeler « l'ambiguïté stratégique », les responsables américains ont insisté sur le fait que toute tentative de la Chine de modifier le statut de Taïwan par la force constituerait « une menace pour la paix et la sécurité de la région du Pacifique occidental » et serait considérée comme une question « très préoccupante pour les États-Unis », même si elle ne nécessitait pas nécessairement une réponse militaire. Pendant des décennies, les présidents se sont succédé pour réaffirmer la politique de la « Chine unique » tout en fournissant à Taïwan des armes de plus en plus puissantes. Pour leur part, les autorités chinoises ont déclaré à plusieurs reprises que Taïwan était une province renégate qui devait être réunie au continent, de préférence par des moyens pacifiques. Cependant, les Taïwanais n'ont jamais exprimé le souhait d'une réunification et ont plutôt progressé vers une déclaration d'indépendance, ce qui, selon Pékin, justifierait une intervention armée. (A suivre)

PROJET GGIP EN IRAK
TotalEnergies lance la construction d’une première unité de traitement de gaz

TotalEnergies (45 %, opérateur) et ses partenaires Basra OilCompany (30 %) et QatarEnergy (25 %) ont lancé aujourd’hui les travaux de construction du projet ArtawiGas25, première unité de traitement du gaz associé du champ pétrolier de Ratawi, dans la région de Bassorah. Cette unité, qui s’inscrit dans le cadre du projet Gas Growth Integrated Project (GGIP), représente un investissement de l’ordre de 250 millions USD et permettra de traiter 50 millions de pieds cubes par jour (Mpc/j) de gaz précédemment torché. Le gaz alimentera des centrales électriques locales, couvrant la consommation d’environ 200 000 foyers de la région de Bassorah. Signé en septembre 2021, le projet GGIP est un projet multi-énergies représentant un investissement total d’environ 10 milliards USD, qui a pour objectif de mettre en valeur des ressources naturelles de l’Irak afin d’améliorer l’approvisionnement en électricité du pays. Il comprend notamment une unité de traitement de gaz de 300 Mpc/j, qui permettra de récupérer le gaz torché sur trois champs pétroliers et de fournir du gaz à 1,5 GW de capacité électrique. En anticipation de la mise en service de cette unité de traitement de gaz principale, le projet ArtawiGas25 permettra de réduire de façon significative le torchage de gaz sur le champ de Ratawi, dès la fin de l’année 2025. Le design modulaire innovant d’ArtawiGas25 pourrait également ouvrir la voie à la construction d’unités similaires sur d’autres champs pétroliers en Irak. Le projet ArtawiGas25 créera jusqu’à 160 emplois directs et indirects pour les Irakiens pendant la phase de construction et 30 emplois pendant la phase d’exploitation.

EGYPTE

Le FMI prévoit une croissance de 3,6 % en 2025

Le rapport du FMI sur les perspectives économiques mondiales, publié le 17 janvier, prévoit une révision à la baisse de la croissance en Egypte et dans d’autres pays. Une baisse qui s’explique par l’état d’incertitude dû à la conjoncture régionale et mondiale.

« Une croissance mondiale hétérogène et incertaine ». C’est le titre du rapport publié par le Fonds Monétaire International (FMI) le 17 janvier sur les perspectives économiques mondiales. Ce rapport a révélé la révision à la baisse des perspectives de croissance de l’économie égyptienne par rapport aux prévisions du FMI d’octobre dernier. Selon le rapport, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de l’Egypte devra atteindre 3,6 % en 2025 et 4,1 % en 2026 contre des estimations précédentes de 4,1 % et 5,1 % en octobre dernier. La révision des perspectives de l’économie égyptienne intervient dans un contexte mondial fait de disparités et d’incertitude, d’après le rapport qui a également revu à la baisse des perspectives de croissance de 10 économies, dont l’Arabie saoudite, la Turquie, Thaïlande, le Pakistan, l’Italie, la France et l’Allemagne (voir encadré). Pour Mohamed Shadi, analyste économique au Centre égyptien de la pensée et des études économiques, cette révision à la baisse de la croissance de l’économie égyptienne s’explique par la conjoncture régionale et mondiale. « Au niveau mondial, le retour

du président américain Donald Trump à la Maison Blanche et l’adoption de politiques protectionnistes pourraient entraîner la montée de l’inflation au niveau mondial. Aussi, la demande sur les produits chinois va baisser, ce qui risque de ralentir le commerce mondial », souligne-t-il, en ajoutant que ce recul dans le commerce mondial aura des répercussions sur les indicateurs macroéconomiques liés à la balance commerciale de l’Egypte. « Il y aura une baisse des prix de certains produits, tels que les produits alimentaires et les produits métallurgiques, ainsi que le gaz naturel à la suite du recul de la demande des pays européens. Ce qui entraînera, par conséquent, un recul des exportations de tels produits égyptiens », prévoit Shadi, qui pointe également l’effet des attaques des Houthis en mer Rouge, ainsi que des tensions géopolitiques régionales sur les revenus du Canal de Suez.

Trouver le juste équilibre

Le rapport de l’institution internationale a en outre évoqué les risques géopolitiques et régionaux et leurs conséquences sur le com-

merce mondial cette année et l’année prochaine. « La révision (à la baisse) est due à la forte augmentation de l’incertitude en matière de politique commerciale, qui risque de nuire à l’investissement de manière disproportionnée parmi les entreprises à forte intensité commerciale », selon le rapport. Quelles seront donc les politiques que le gouvernement devra prendre pour surmonter ces risques ? Dans son rapport, le FMI insiste sur l’importance de l’application de politiques visant à trouver un équilibre entre l’inflation et l’activité économique, en reconstituant les marges de sécurité et en améliorant les perspectives de croissance à moyen terme grâce à une intensification des mesures structurelles. Pour sa part, Mohamed Shadi insiste sur l’importance de l’accélération du programme d’introduction en Bourse des entreprises publiques (IPO) au cours de la période à venir et la mise en place d’une politique de change flexible basée sur la détermination du prix du dollar selon l’offre et la demande. « Et ce, dans l’objectif d’attirer plus d’investissement étranger direct et d’apaiser les pressions sur le billet vert », conclut-il.

CAP BON (TUNISIE)

Baisse attendue de la production de fraises

La récolte de fraises dans le Cap Bon qui assure près de 90% de la production nationale, devrait atteindre, au cours de cette saison, 13600 mille tonnes contre 20 000 tonnes, selon les estimations du Commissariat régional au développement agricole (CRDA) à Nabeul, cité par l’agence TAP. En fait les surfaces réservées à la culture de fraises dans le gouverno-

rat de Nabeul ont baissé pour atteindre 340 hectares, contre 380 hectares au cours de la dernière saison et plus de 600 hectares lors des saisons écoulées. Des agriculteurs de la délégation de Korba qui assure 60% de la production nationale des fraises, ont expliqué cette baisse par la réduction des surfaces réservées à la culture des fraises et la réticence des agriculteurs à l’adopter à

cause la hausse des coûts de production, lesquels peuvent dépasser 80 mille dinars/hectare, selon Ghaylene Belhadj agricultrice à Beni Aichoune. Rareté des ressources en eau De son côté, l’agriculteur Wajdi-Rabeh a affirmé que la rareté des ressources en eau, le manque de main d’œuvre et la hausse de ses coûts ont obligé les agriculteurs à délaisser cette culture, qui était l’em-

blème de la région pendant des décennies. Les agriculteurs ont appelé l’Etat à identifier des solutions pour appuyer et inciter les agriculteurs à poursuivre leur activité afin de garantir la durabilité de la filière. Ils ont recommandé également de faciliter les opérations de commercialisation de leurs produits, de maîtriser les prix des équipements agricoles et de revoir les taxes imposées.

ARABIE SAOUDITE

TurkiAlalshikh annonce le lancement du projet de divertissement City Hub dans 7 villes saoudiennes

TurkiAlalshikh, président de l’Autorité générale du divertissement, a annoncé un nouveau projet proposant une gamme d’offres de divertissement dans sept villes saoudiennes. Le projet City Hub commencera son voyage à Jazan le 23 janvier, puis s’arrêtera à Alkhobar,

Buraidah, Hail, Al-Baha, Taif, et se terminera à Tabuk en août après avoir passé 14 jours dans chaque ville. Selon les organisateurs, le projet travaillera exclusivement avec des entreprises saoudiennes, créant ainsi des milliers d’emplois directs et indirects dans l’industrie du divertis-

sement du Royaume. Couvrant une surface de plus de 20 000 mètres carrés dans chaque ville, City Hub proposera une gamme variée de divertissements, notamment des jeux vidéo, des numéros de cirque et une « zone d’horreur ». L’une des principales attractions est

le « Play and Learn Festival », qui permet aux enfants d’acquérir une expérience pratique dans divers domaines professionnels tels que l’innovation, la banque et la médecine. Cette initiative a été conçue pour permettre aux jeunes visiteurs d’explorer de futures carrières grâce à

des activités interactives, ont indiqué les organisateurs dans un communiqué. Une zone de jeux électroniques proposera des tournois de jeux vidéo en ligne avec des titres tels que EAFC24 et TEKKEN 8, et remettra des prix aux gagnants.

MAURITANIE

Signature d’un accord de financement avec le président du Millennium Challenge Corporation

Le ministre de l’Économie et des Finances, M. Sid’AhmedOuldBouh, a signé, à Washington, aux Etats-Unis d’Amérique, le premier accord de financement entre notre pays et le Millennium Challenge Corporation (MCC) paraphé avec sa présidente-directrice générale, Mme. Alice Albright. L’accord porte sur un financement sous forme de don dans le cadre de la composante Threshold Programme d’un montant de 27 millions de

dollars US pour les réformes dans le secteur de l’énergie (gouvernance, gestion des réseaux et infrastructures), l’appui aux capacités de l’autorité de régulation, l’appui à l’approche résilience dans les projets de développement et le financement de la dimension environnementale, des affaires sociales et du secteur privé. Dans le discours qu’il a prononcé à cette occasion, le ministre a remercié la Millennium Challenge Corporation (MCC) et a

salué l’excellence des relations entre la République Islamique de Mauritanie et les Etats-Unis d’Amérique. Il s’est également dit convaincu que les équipes techniques mauritaniennes et celles de la MCC poursuivront leurs efforts pour accélérer la prochaine phase de l’accord de coopération et de partenariat, qui s’élèvera à 500 millions de dollars sous forme de subventions pour des projets de développement structurel.

Le ministre a souligné les réformes importantes mises en œuvre par le gouvernement mauritanien depuis la réélection de S.E. le Président Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani pour un second mandat, notamment dans le domaine de la démocratie, de la gouvernance et de la haute qualité de la base juridique, où le système des droits de l’homme s’est développé et où les partis politiques opèrent sans problème.

BURKINA FASO

1,6 million \$ par an sur 3 ans pour soutenir la production de semences

Au Burkina Faso, le secteur agricole contribue à environ 16 % du PIB et emploie environ près de 75 % de la population active. Le gouvernement, en quête de souveraineté alimentaire, renforce son appui au développement de la production locale de semences améliorées.

Au Burkina Faso, l'Union nationale des sociétés coopératives des producteurs semenciers (UNPSB) a signé le 24 janvier une convention de partenariat avec le Fonds Dumu Ka Fa (DKF), dédié au financement du secteur agropastoral. Dans un communiqué publié sur son site, l'UNPSB précise que ce partenariat lui permettra d'obtenir une ligne de crédit annuelle d'au moins 1 milliard de francs CFA (environ 1,6 million \$) par an, pour une durée de trois ans, renouvelable. Cette démarche vise à faciliter l'accès aux crédits à l'UNPSB pour renforcer la production des semences améliorées et accompagner la mise en place d'une structure industrielle de référence pour le stockage, le traitement et le reconditionnement des semences au niveau local. « À travers ce fonds, nous verrons comment rendre disponibles les semences en quantité et en qualité pour les producteurs agricoles et en même temps faire des investissements structurants de la filière semencière, notamment en ce qui concerne l'industrialisation », explique Inoussa Ouedraogo, président de l'UNPSB. Globalement, cet appui financier devrait accompagner les efforts mis en œuvre pour re-



dresser le taux d'adoption de semences améliorées dans le pays en quête de souveraineté alimentaire. Dans un rapport publié en 2022, la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) a en effet révélé que la proportion de producteurs utilisant des semences améliorées au Burkina Faso a diminué depuis 2014, passant de 19,3 % cette année-là à 15,63 % en 2021.

Depuis, des projets ont été initiés dans le pays pour améliorer le taux d'utilisation de semences améliorées, dont l'un des plus récents baptisé « Projet d'urgence pour le renforcement de la production agricole au Burkina Faso » (PURPA-BF)), a été lancé en février 2024 pour un coût total de 25 milliards de francs (40 millions \$) financé par la Banque mondiale pour une durée de 2 ans.

EN 2024

Les levées de fonds des start-up africaines ont reculé de 7%

Les financements en dette ont connu une baisse à deux chiffres durant l'année écoulée, en raison notamment de la hausse des taux d'intérêt et de l'appréciation du billet vert par rapport aux monnaies africaines. Ce mode de financement non dilutif représente tout de même près du tiers du total des levées de fonds. Les start-up africaines ont levé 3,2 milliards de dollars en equity et en dette en 2024, un montant en baisse de 7% par rapport à 2023, selon un rapport publié le jeudi 23 janvier par le fonds de capital-risque PartechAfrica. Intitulé « Africa Tech Venture Capital 2024 », le rapport précise que les montants levés en equity restent stables à 2,2 milliards de dollars par rapport à l'année

2023 tandis que la valeur des financements en dette a chuté de 17%, à 1 milliard de dollars. La baisse de la valeur des financements en dette s'explique essentiellement par la hausse des taux d'intérêt et l'appréciation du dollar américain par rapport aux monnaies africaines. En effet, la pression sur les monnaies locales a entraîné une augmentation du coût des emprunts libellés en billet vert et des charges de remboursement pour les start-up africaines. Malgré cette baisse de régime enregistrée en 2024, la dette représente encore 31% du total des financements mobilisés par les start-up actives sur le continent. Le rapport indique également que l'activité dans l'écosystème-tech africain est restée relative-

ment stable, avec 457 transactions en equity (-3%) et 77 transactions en dette (+4%). En ce qui concerne la taille moyenne des tickets, une baisse a été constatée dans la plupart des phases d'investissement, en particulier dans la série A (-18%) et la série B (-27%). La phase Seed s'est mieux portée, avec une augmentation de 26% de la taille moyenne des tickets. Les montants totaux des financements ont diminué à tous les stades de développement des jeunes pousses, à l'exception de la phase de croissance (Growth). Les mégadeals (transactions dont le montant est supérieur à 100 millions de dollars) ont augmenté à la fois en nombre (+43% par rapport à l'année 2023) et en valeur (+57%). Trois mégadeals

de dette et 4 mégadeals en equity ont été recensés en 2024, pour une valeur totale de 1,1 milliard de dollars. La répartition par pays du total des levées de fonds en equity réalisées par l'ensemble des jeunes pousses africaines durant l'année écoulée montre que le Nigeria occupe la première marche du podium avec 520 millions de dollars, devant l'Afrique du Sud (459 millions), l'Égypte (297 millions) et le Kenya (221 millions). Ces quatre pays connus sous l'appellation des « Big four » ont ainsi continué à dominer les levées de fonds en equity sur le continent, mais dans une moindre mesure que les années précédentes (67% du total en 2024 contre 79% en 2023 et 72% en 2022).

MOZAMBIQUE

Le trafic au port de Maputo en baisse de 1% en 2024

L'arrêt provisoire des activités au port de Maputo au Mozambique et la fermeture de certains postes frontaliers à cause des violences post-électorales ont affecté les performances de la plateforme. C'est ce que révèle le rapport d'activité annuel de l'autorité portuaire. La Maputo Port Development Company (MPDC), exploitant du port de Maputo au Mozambique, a annoncé qu'au titre de l'année 2024 les volumes globaux de fret manutentionnés sur la plateforme sont tombés à 30,9 millions

de tonnes, contre un record de 31,2 millions t en 2023. Cela correspond à une baisse de 1% du trafic en 2024. Toutefois, les activités propres de la MPDC au terminal polyvalent qu'elle gère sur la plateforme ont augmenté de 14% par rapport à 2023, avec un total de 14,2 millions t traitées. Les flux expédiés par la route ont augmenté de 11%, passant de 9,5 millions t à 10,7 millions t, alors que ceux transportés par chemin de fer ont connu une hausse de 7%, passant de 2,8 millions t à 3,019 millions t.

Le repli des volumes globaux est principalement dû selon l'autorité portuaire aux perturbations causées par les troubles post-électorales qui ont entraîné une cessation temporaire des activités portuaires et la fermeture pendant plus d'un mois des frontières terrestres, notamment avec l'Afrique du Sud, un important client de la plateforme. « Le port de Maputo a connu un dernier trimestre difficile, mais la résilience de notre équipe, associée à notre attention continue à la diversifica-

tion et à l'efficacité, nous a permis de maintenir une solide performance opérationnelle dans l'ensemble. La croissance de nos opérations directes et de nos volumes de transport témoigne de cet effort » a déclaré Osório Lucas, PDG de la MPDC. Pour 2025, l'opérateur espère traiter plus de volumes, avec le lancement des projets d'extension du port, notamment celle du terminal à conteneurs et du terminal à charbon, qui devraient tous deux débiter au cours du 1er semestre 2025.

CÔTE D'IVOIRE
Atlantique Assurance Vie et la Madgi scellent un partenariat pour une meilleure protection sociale

Atlantique Assurance Vie, filiale du Groupe panafricain Banque Centrale Populaire (BCP), et la Mutuelle des Agents de la Direction Générale des Impôts (MADGI) ont conclu deux conventions visant à renforcer la protection sociale des agents de la Direction Générale des Impôts et de leurs familles. La cérémonie de signature s'est tenue le 14 janvier 2025 au siège de la MADGI, en présence de Mme Estelle Tagnon-goh TRAORÉ, Directeur Général d'Atlantique Assurance Vie et Non-Vie, et de M. Uberson KOUADIO, Administrateur Général de la Mutuelle. Les conventions portent sur deux produits phares : le « Plan de Protection Familiale » offre une indemnité pour les frais funéraires en cas de décès d'un membre de la famille assurée, tandis que la « Prévoyance Ob-sèques MADGI » garantit le versement d'un capital destiné à couvrir les prestations funéraires en cas de décès de l'assuré, quelle qu'en soit la cause. Ces solutions sur mesure visent à offrir une couverture d'excellence, permettant aux agents de la DGI et à leurs familles d'envisager l'avenir avec sérénité. Mme TRAORÉ a souligné l'importance de ce partenariat en ces termes : « Ces conventions traduisent notre engagement à soutenir les initiatives locales de solidarité et de bien-être. Nous sommes honorés de collaborer avec la MADGI pour offrir à ses membres un cadre de vie plus sécurisé. » Ce partenariat stratégique illustre l'engagement d'Atlantique Assurance Vie à proposer des solutions adaptées et innovantes, consolidant ainsi la sécurité sociale dans un cadre durable et solidaire.

LESTÉE PAR LA CHUTE DES GÉANTS DES ÉQUIPEMENTS

La Bourse de Paris évolue en terrain négatif

La Bourse de Paris évolue en terrain négatif lundi, lestée par la chute des géants des équipements électriques Schneider Electric et Legrand et le repli des valeurs technologiques, en raison de questionnements sur l'évolution du secteur de l'IA.

Vers 10H00, heure de Paris, le CAC 40 reculait de 0,98%, soit de 75,19 points, à 7.852,43 points. Vendredi, le CAC 40 a gagné 0,44% et signé une neuvième séance d'affilée de gains, terminant au plus haut depuis le 4 juin, avant la dissolution de l'Assemblée nationale. Sur la semaine, il a avancé de 2,83%. Une startup chinoise, DeepSeek, a dévoilé la semaine dernière un modèle d'intelligence artificielle à l'architecture ouverte, assurant qu'il était capable de concurrencer OpenAI, mastodonte américain créateur de ChatGPT. Marchés et analystes digéraient lundi des in-

formations selon lesquelles le modèle de DeepSeek serait performant tout en fonctionnant sur des puces à capacité réduite, au risque de bousculer la domination des groupes américains du secteur --dont le géant des puces Nvidia .DeepSeek, "en moins de deux mois et moins de 6 millions de dollars aurait réussi à construire un modèle IA à grande échelle, gratuit et en open source", ce qui "interroge sur l'avancée technologique réelle des Américains dans l'IA", commente Christopher Dembik, spécialiste de l'investissement chez Pictet AM. Ces évolutions "entraînent une réévaluation des attentes concernant l'avenir de l'IA. La

petite startup de Hangzhou à l'origine de DeeepSeek reste entourée de mystère, mais son assistant a réussi à surpasser son concurrent, ChatGPT, et à s'emparer de la première place en tant qu'application gratuite la mieux notée sur l'App Store d' Apple aux États-Unis lundi dernier", relève Patrick Munnelly, analyste de Tickmill Group. A la cote parisienne, Schneider Electric chutait lourdement de 7,17% à 251,55 euros et Legrand de 6,95% à 95,56 euros. La semaine précédente, ces deux géants avaient profité de l'annonce de Donald Trump d'un nouveau projet d'IA baptisé "Stargate", comprenant des investissements d'"au moins 500 milliards de dollars" dans des infrastructures IA aux Etats-Unis. Ces deux valeurs avaient alors été portées par les perspectives de développement des infra-

structures IA aux Etats-Unis. Le fabricant franco-italien de composants électroniques STMicroelectronics reculait de 2,06% à 23,80 euros. Le spécialiste des semi-conducteurs Soitec chutait de 5,90% à 79,70 euros. Le groupe français Bureau Veritas (-2,95% à 28,96 euros), spécialisé dans l'inspection et la certification de produits, a annoncé lundi la fin des discussions en vue d'un "potentiel rapprochement" avec son concurrent suisse SGS. Un rapprochement de ces deux entreprises aurait fait émerger un géant européen de l'inspection et de la certification de produits avec "une valeur de marché combinée de presque 35 milliards de dollars", selon les calculs de l'agence Bloomberg.

Les marchés asiatiques hésitants

Les marchés asiatiques hésitaient lundi, digérant les représailles douanières brièvement imposées par Donald Trump à la Colombie. A la Bourse de Tokyo vers 04H00 GMT, l'indice vedette Nikkei perdait 0,27% à 39.822,65 points et l'indice élargi Topix progressait en revanche de 0,76% à 2.764,66 points. La Bourse de Séoul gagnait 0,85%, Sydney 0,36%. Les investisseurs restaient sur leur garde face à la politique économique et commerciale du président américain Donald Trump. Il a ainsi assuré vendredi qu'il préférerait ne pas imposer de droits de douane à la Chine, revirement brutal par rapport à ses promesses répétées de frapper le géant asiatique de lourdes taxes à l'importation. Ces déclarations accommodantes continuaient de soulager lundi les Bourses chinoises: vers 04H00 GMT à Hong Kong, l'indice Hang Seng grimpait de 1,01% à

20.268,08 points. L'indice composite de Shanghai prenait 0,30%, seul celui de Shenzhen cédant en revanche 0,58%. Après avoir lourdement chuté vendredi face à la posture plus modérée du magnat républicain sur la Chine, le dollar --valeur refuge face aux incertitudes-- rebondissait d'ailleurs lundi: vers 04H00 GMT, il gagnait 0,17% face à la devise nippone, à 155,74 yens pour un dollar. Le peso mexicain a pâti des représailles de Donald Trump visant la Colombie, alors que le Mexique est lui même menacé de sanctions douanières: la devise perdait 0,77% face au billet vert, à 20,42 pesos pour un dollar. L'affaiblissement du dollar avait poussé vendredi les investisseurs à se reporter sur l'or, autre valeur refuge, le rapprochant du record historique atteint fin octobre: logiquement, le cours du métal jaune reflétait lundi (-0,37%).

DeepSeek envoie à la cave les stars de l’IA

Les 10 plus fortes baisses de l'indice européen Stoxx Europe 600 ont un lien avec l'intelligence artificielle. Des fabricants de machines de production de semiconducteurs (ASML, ASM International et BE Semiconductor perdent 10%), des équipementiers de centres de données (Siemens Energy, Schneider, Legrand, ABB perdent plus de 6%) ou d'autres entreprises liées de près ou de loin à l'énergie ou aux semiconducteurs (VAT Group, Prysmian...). La bourse, qui adore jouer à se faire peur, considère que DeepSeek, le concurrent chinois d'OpenAI, Meta ou Anthropic, est potentiellement un caillou dans la chaussure des acteurs en place, parce qu'il a atteint des performances de haut niveau avec des puissances de calcul beaucoup moins importantes que celles qui ont servi à entraîner les autres grands modèles de langage. Les investisseurs se demandent par conséquent si les trajectoires de chiffre d'af-

fares des grandes entreprises présentées comme les fers du lance de secteur ne seraient pas remises en cause. Cela concerne donc en bourse : Cet écosystème, qui a largement profité des achats de valeurs exposées à l'IA ces derniers trimestres, se retrouve en première ligne aujourd'hui. "L'idée est qu'il (DeeepSeek) est aussi bon que ChatGPT mais nécessite beaucoup moins de GPUs et de puissance de calcul", souligne le spécialiste des semiconducteurs chez Jefferies, William Beavington, qui ajoute, "évidemment, moins de puissance de calcul signifie moins de demande et d'énergie pour les centres de données". Beavington trouve "particulièrement remarquable" la rentabilité et l'efficacité des puces utilisées, qui permet un prix "13 à 107 fois" inférieur à ceux du modèle OpenAI o1. L'analyste conseille de regarder du côté d'Alibaba et de Tencent, qui pourraient tirer parti de la situation.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 27 Janvier 2025 Valeur : 29 Janvier 2025				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		
1	EUR	EURO		
1	GBP	POUND STERLING		
100	JPY	JAPANESE YEN		
1	CNY	CHINESE YUAN		
1	CHF	SWISS FRANC		
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		
1	DKK	DANISH KRONE		
1	SEK	SWEDISH KRONA		
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		
1	AED	UAE DIRHAM		
1	SAR	SAUDI RIYAL		
1	KWD	KUWAITI DINAR		
1	TND	TUNISIAN DINAR		
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		
1	LYD	LIBYAN DINAR		
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		

L’Europe recule à l’ouverture, la technologie pèse

Les principales Bourses européennes se replient lundi à l'entame d'une semaine riche en événements, le secteur de la technologie reculant après que le chinois DeepSeek a annoncé avoir lancé un nouveau modèle d'intelligence artificielle (IA). À Paris, le CAC 40 se replie de 0,75% à 7.867,93 points vers 08h07

GMT. Le Dax à Francfort perd 1,07%, tandis que le FTSE à Londres décline de 0,44%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 perd 0,74%, l'EuroStoxx 50 recule de 1,16% et le Stoxx 600 décline de 0,69%. DeepSeek a annoncé avoir lancé un modèle d'IA plus performant que ChatGPT et à un coût bien moindre, alimentant les

inquiétudes sur la solidité du modèle économique des groupes du secteur. "Les géants de la technologie commencent à trembler face à l'arrivée de la startup chinoise DeepSeek, qui pourrait remettre en cause la domination technologique des États-Unis et les valorisations élevées d'entreprises telles que Nvidia", résume John Plassard, directeur chez Mira-

baud. Ce développement est d'autant plus important qu'il intervient quelques jours avant les résultats d'Apple, Microsoft, Amazon.com ou encore Meta Platforms, dont la performance ces dernières années s'explique en large part par les anticipations des investisseurs autour de l'IA. En Europe, le secteur de la technologie perd 3,5%, de loin le plus fort re-

pli sectoriel. Les investisseurs se positionnent par ailleurs pour une semaine chargée: la Réserve fédérale annoncera mercredi sa prochaine décision sur les taux, suivie jeudi par la Banque centrale européenne. De nombreux résultats sont par ailleurs attendus les prochains jours, dont ceux de LVMH mardi.

La Bourse Zurich sur la défensive à l’orée d’une semaine pour banques centrales

La Bourse suisse s'acheminait lundi vers une entame de séance en repli, au sortir d'une période faste et à l'orée d'une semaine placée sous le signe de la Réserve fédérale américaine (Fed) et de la Banque centrale européenne (BCE). En Suisse, la saison des résultats d'entreprises marquait une pause. Sur le front conjoncturel, la Chine a fait état d'un tassement de son activité manufacturière en janvier, interrompant trois mois de convalescence et suscitant de nouvelles craintes pour

la santé économique de l'Empire du Milieu. "Les indices européens devraient ouvrir en baisse ce matin dans le sillage de la clôture de Wall Street vendredi", croit savoir John Plassard, de Mirabaud Banque. L'expert anticipe des prises de profit "après, il faut le souligner, 9 séances de hausse consécutive pour le CAC40!" A 08h12, le pré-SMI s'affaissait de 0,42% à 12'235,73 points, sur un large front rouge. Seuls Givaudan (+1,0%) et le bon Roche (0,1%) surnageaient. Le chimiste verniolo-win-

terthourois des arômes et parfums profitait d'une recommandation à l'achat formulée par JPMorgan, faisant ainsi fi d'un rabotage de son objectif de cours par Berenberg. Le géant pharmaceutique rhénan a vanté l'efficacité sur la durée de la thérapie génique Elevidys du partenaire massachussetais Sarepta contre la myopathie de Duchenne. Les autres valeurs vedettes sombraient par contre nettement, la défensive Swisscom abandonnant déjà 0,4%. La lanterne rouge échouait à Logitech, visiblement échaudé par

un mouvement de repli des valeurs technologiques. Les poids lourds Nestlé et Novartis reculaient tous deux de 0,4%. Hors indice phare, le géant de l'inspection et de la certification SGS s'envolait de 5,3%, après avoir mis un terme aux négociations avec son homologue hexagonal Bureau Veritas autour d'un rapprochement. Les valeurs technologiques U-Blox (-2,0%), Inficon et AMS Osram (-2,1% chacune), de même que Comet et VAT Group (-2,3% chacune), monopolisaient les rangs du fond.

BREXIT

Le Royaume-Uni prêt à «examiner des propositions» pour un rapprochement douanier avec l’UE

Le commissaire européen au Commerce Maros Sefcovic, a indiqué que l'UE était prête à "envisager" d'intégrer le Royaume-Uni à un accord douanier regroupant certains pays membres, des États méditerranéens et des pays des Balkans.

Le gouvernement travailliste du Royaume-Uni, qui avait rejeté jeudi une suggestion d'accord douanier avec des États membres de l'UE, s'est dit ce dimanche prêt à "examiner des propositions", ouvrant timidement la porte à un rapprochement commercial post-Brexit. Le commissaire européen au Commerce Maros Sefcovic, avait déclaré en début de semaine à la BBC que l'UE était prête à "envisager" d'intégrer le Royaume-Uni à cet accord qui regroupe certains pays membres, des États méditerranéens et des pays des Balkans. Le Royaume-Uni "n'a aucun projet de rejoindre" un tel accord, avait rétorqué jeudi le ministre des Relations post-Brexit avec l'UE, Nick Thomas-Symonds. L'accord sur le Brexit "ne fonctionne pas

suffisamment bien" Dimanche sur la chaine Sky News, la ministre des Finances Rachel Reeves, l'un des principaux visages de l'exécutif, a nuancé les propos de son collègue. "Il était très intéressant de voir Maros Sefcovic suggérer cette semaine que la Grande-Bretagne pourrait être la bienvenue dans ce cadre douanier", a d'abord déclaré la chancelière de l'Échiquier. "Nous sommes absolument ravis d'examiner ces différentes propositions, car nous savons que l'accord obtenu par le gouvernement précédent ne fonctionne pas suffisamment bien", a-t-elle ajouté, sans s'avancer davantage. Depuis son arrivée au pouvoir il y a six mois, le chef du gouvernement travailliste Keir Starmer n'a eu de cesse de tenter de ré-

chauffer les relations avec l'UE après des années de tensions post-Brexit, mais sans revenir sur le divorce, ni rejoindre le marché unique. La rupture a compliqué les échanges avec l'UE, qui reste le principal partenaire commercial du Royaume-Uni, malgré un accord de libre-échange. Le pays, qui espère par ailleurs relancer des discussions sur un accord de libre-échange avec Donald Trump, a conclu depuis le Brexit des traités commerciaux avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou Singapour. Des négociations avec l'Inde traînent en longueur. Il a officiellement rejoint en décembre le partenariat de libre-échange transpacifique (CPTPP) qui compte désormais 12 membres.

"L'EUROPE A UN ÉNORME POTENTIEL"

La patronne du FMI conseille à l’union européenne de s’inspirer des Etats-Unis

KristalinaGeorgieva a suggéré un changement d'attitude des Européens afin de réussir à conserver ses talents, qui partent souvent à l'étranger. "Croyez en vous": c'est le message lancé vendredi par la patronne du FMI aux Européens, dont la croissance est à la traîne comparée à celle des Etats-Unis. "Mon conseil pour mes concitoyens européens, c'est (d'avoir) davantage confiance. Croyez en vous et, le plus important, dites le aux autres", a déclaré KristalinaGeorgieva, elle-même bulgare, lors de la dernière table ronde organisée au Forum économique de Davos.

"Culture de modestie" La directrice générale du Fonds monétaire international a notamment suggéré un changement d'attitude, rappelant que "les États-Unis ont une culture de confiance. L'Europe a une culture de modestie". Présente à ses côtés, Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne, a notamment prévenu que l'Europe devait réussir à conserver ses talents, qui partent souvent à l'étranger. "Si les dirigeants européens se reprennent en main, répondent à ce coup de semonce et à la menace existentielle qui peut être identifiée, alors je pense qu'il y a un énorme

potentiel pour l'Europe", a-t-elle dit. Elle a même suggéré que le continent pourrait attirer ou faire revenir des talents "désenchantés" après le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. "Nous devons garder nos talents à la maison, nous devons garder notre épargne à la maison, et peut-être qu'il est aussi temps d'importer quelques-uns des talents qui seraient désenchantés, pour une raison ou une autre, de l'autre côté de l'océan", a-t-elle dit. Divergences avec Donald Trump Lors d'une très suivie intervention en visioconférence à Davos jeudi, le nouveau président américain avait critiqué l'Europe, notamment à

cause du déficit commercial que les États-Unis ont avec le continent. "J'essaye d'être constructif parce que j'aime l'Europe", a-t-il dit. Mais les Européens "traitent les États-Unis de manière très, très injuste avec les mauvaises taxes." Christine Lagarde a insisté sur le fait qu'il "doit y avoir des négociations" en termes de commerce international. "Il doit y avoir des relations commerciales qui sont organisées, dans un cadre qui donne confiance aux partenaires. On ne peut pas retirer toutes les règles, ignorer les institutions", a-t-elle averti.

FRANCE

Record de créations d’entreprises en 2024, malgré une baisse en fin d’année

Selon l'Insee, 1,1 million d'entreprises ont été créées l'an dernier, en hausse de 5,7% par rapport à 2023. Le nombre de créations d'entreprises en France a atteint un record en 2024, à plus de 1,11 million, a indiqué vendredi l'Insee, en hausse de 5,7% par rapport à 2023 malgré un repli en fin d'année. Un total - en données brutes - de 1.111.238 entreprises ont été créées l'an dernier. Le nombre de créations a cependant ralenti en décembre, avec 93.165 entreprises créées - en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) - , une baisse de 1,6% par rapport à novembre. En 2024, les créations d'entreprises sous le régime de micro-entrepreneur ont augmenté de 7,3%, et celles des sociétés, de 5,4%, détaille l'Insee, tandis que les créations d'entreprises individuelles classiques

ont diminué de 3,2%. Il y a eu l'an dernier 284.564 créations de sociétés (25,6% du total), 110.480 créations d'entreprises individuelles classiques (9,9%), et 716.194 créations de micro-entreprises (64,5%).

En décembre, les créations d’entreprises se sont repliées

Sur un mois, en décembre, les créations d'entreprises classiques se sont repliées de 6,4%, après une hausse de 10,1% en novembre, et les immatriculations de micro-entrepreneurs ont ralenti à +1,1% après +4,1%. En décembre 2024, en données corrigées, les créations se replient nettement dans le commerce y compris la réparation d'automobiles et motocycles (-6,1% après +3,9% en novembre), les activités immobilières (-13,8% après +14,7%) et les activités

financières et d'assurance (-11,6% après +1,3%). Elles sont presque stables dans la construction (-0,1% après +11,6%). Elles se redressent un peu dans le secteur de l'information et la communication (+0,7% après -4,3%) et augmentent encore dans le soutien aux entreprises (+1,3% après +7,9%) et dans les services aux ménages (+1,5% après +10,1%). En données brutes, le nombre cumulé d'entreprises créées au quatrième trimestre augmente légèrement par rapport à la même période de 2023 : +0,7%. Parallèlement à ces créations, les défaillances d'entreprises ont elles aussi été en forte hausse en 2024, avec 65.764 défaillances, soit +16,8% par rapport à 2023, selon les chiffres communiqués le 14 janvier par la Banque de France.

A DAVOS

Les patrons entre fascination et inquiétude face au «dealmaker» Trump

Même les élites du Forum économique mondial sont séduites par le volontarisme du président américain. Jusqu'à en oublier les contradictions et les risques de son programme. Même en visioconférence depuis Washington, Donald Trump a attiré, jeudi 23 janvier, la foule des grands jours. L'intervention du président américain était très attendue au Forum économique mondial de Davos, en Suisse. Ce show bien réglé de quarante-cinq minutes a permis à M. Trump de réaffirmer les grandes lignes de son nationalisme économique. Son investiture, et les premières mesures prises, avaient écrasé tous les autres sujets débattus traditionnellement par les élites politiques et économiques dans la station du canton des Grisons, de la lutte contre le réchauffement climatique à la révolution technologique. D'aucuns auraient pu imaginer que le temple de la mondialisation, voire du « wokisme », se montrerait critique par rapport à l'agenda protectionniste et climatосceptique du président. Pourtant, c'est bien l'admiration, voire l'enthousiasme, qui prévaut concernant une bonne part des patrons américains. « Beaucoup de mes amis se trouvent dans le public », a d'ailleurs assuré le leader politique. C'est, bien sûr, le cas de la tech, omniprésente à Davos, qui, à l'image de ses figures de proue – ElonMusk (X, SpaceX et Tesla), Mark Zuckerberg (Meta), Jeff Bezos (Amazon) –, s'est rangée avec l'ardeur des nouveaux convertis derrière le candidat républicain, dans l'attente d'allègements réglementaires, synonymes de bonnes intentions.

MEXIQUE

Une caravane d’un millier de migrants se dirige vers les Etats-Unis

Une caravane de plus d'un millier de migrants d'Amérique latine a quitté le sud du Mexique pour le nord et la frontière des Etats-Unis dans la nuit de samedi à dimanche, selon des médias locaux. Certains d'entre eux disent garder "l'espoir" de pouvoir entrer aux Etats-Unis, même après la suspension par le président américain Donald Trump d'une application qui permettait d'obtenir l'asile depuis le Mexique. Comme annoncé par Donald Trump pendant sa campagne, les Etats-Unis ont commencé à expulser cette semaine des centaines de migrants clandestins, la Maison Blanche se targuant d'avoir lancé "la plus grande opération d'expulsions de masse de l'Histoire".

AVEC CETTE NOUVELLE TECHNOLOGIE INVISIBLE

Continental veut améliorer la sécurité automobile

Continental, en collaboration avec Trinamix, a présenté lors du CES de Las Vegas un nouveau système nommé Invisible Biometrics Sensing Display. Intégrée directement dans l'instrumentation de bord, cette technologie promet d'améliorer considérablement la sécurité des occupants grâce à des capacités "inérites" de reconnaissance biométrique.

Avec la nouvelle norme de sécurité GSR2, les constructeurs ont dû ajouter depuis juillet 2024 de nouvelles fonctionnalités liées à la sécurité des véhicules. Outre le freinage automatique d'urgence ou l'aide active au maintien dans la voie, une autre fonctionnalité est venue enrichir le package de ces assistances à la conduite obligatoire : l'alerte de la perte d'attention ou de somnolence du conducteur. Matérialisée par des bip-bip incessants qui sermonnent le conducteur dès que celui-ci tourne la tête pour regarder le paysage, cette alerte peut vite taper sur les nerfs dans les cas où elle est mal calibrée. Ainsi, afin d'améliorer le système et surtout de l'enrichir, Continental a dévoilé durant le CES 2025 de Vegas, grande Messe dédiée à l'électronique, une nouvelle technologie appelée Invisible Biometrics Sensing Display.

Une technologie discrète intégrée dans l'instrumentation de bord

Reposant sur la reconnaissance faciale et en collaboration avec la société allemande Trinamix, spécialisée dans la biométrie, le Invisible Biometrics Sensing Display a la particularité de détecter les occupants grâce à une caméra infrarouge de 1,5 million de pixels et un projecteur laser. Ce système, intégré derrière un écran OLED haute résolution, cartographie en 3D la position des occupants, identifie leurs signes vitaux,



et surveille leur comportement. L'une des fonctionnalités les plus intéressantes de cette technologie serait l'optimisation du déploiement des airbags en cas de collision. Grâce à la cartographie en temps réel des occupants dans l'habitacle, le déploiement des air-

bags serait ajusté en fonction de la position exacte des passagers, ce qui maximiserait leur efficacité. Notons tout de même que pour fonctionner efficacement des airbags spécifiques devraient être nécessaires pour fonctionner de façon synchronisée et ajustée.

Une personnalisation des véhicules plus poussée ?

Evidemment, les capacités du système ne s'arrêtent pas là. La technologie peut mesurer des paramètres vitaux, comme le rythme cardiaque du conducteur et son état de fatigue, ce qui permettrait d'anticiper des situations dangereuses telles qu'un malaise ou une montée de stress. Selon Wilfried Hermes, directeur de l'électronique grand public chez Trinamix, "la capacité à surveiller les signes vitaux et d'autres données pertinentes des passagers à l'aide d'un seul module matériel est unique sur le marché."

Ajoutons qu'en plus de ses fonctions de sécurité, le système pourrait ouvrir d'autres possibilités. Par exemple, il pourrait intégrer une reconnaissance faciale pour déverrouiller le véhicule et offrirait une sécurité accrue contre les intrusions, ou à l'inverse faciliterait l'auto-partage. De la même façon, il n'est pas exclu que l'ajout de cette fonctionnalité permette de personnaliser les réglages de la voiture (position du siège, température, etc.) ou l'interaction avec le système multimédia. Si pour le moment cette technologie reste à l'état de concept, elle a reçu le prix CES Innovation Award Honoree dans la catégorie "Vehicle Tech and Advanced Mobility". Reste à voir si des constructeurs seraient intéressés pour l'intégrer dans leur futures productions automobiles.

Dessiner une voiture en 2025 ? C'est facile, optez pour le bandeau lumineux

Le bandeau lumineux, qu'il soit à l'avant ou à l'arrière, semble être devenu la norme en matière de design automobile. Tout comme le grand écran derrière le volant. Qui a dit qu'il fallait avoir d'énormes compétences pour dessiner une voiture ? Une ligne à l'avant, une autre à l'arrière, un volant épuré et un grand affichage numérique sur la planche de bord, et vous êtes bons pour rentrer dans les codes actuels de la mode. Evidemment, le trait est grossi puisque la variété est fort heureusement bien présente. Mais entre le penchant "néo rétro" de certains groupes et le conformisme exacerbé d'autres, on en viendrait presque à se demander si la panne du crayon et de la planche à dessin n'est pas devenue une pandémie dans les centres de design. En particulier lorsqu'il s'agit de produits chinois, ou à "inspiration" chinoise.

Le galet lumineux

La voiture électrique n'est pas étrangère à ces évolutions de design, constatées depuis la sortie du Covid : des voitures lisses comme des ga-



lets, aux formes douces, et aussi lumineuses qu'un sapin de Noël éclairant la place publique. La mode est particulièrement frappante en Chine où les constructeurs semblent carrément se copier entre eux, à tel point que l'on a toutes les peines du monde à y voir clair. Prenez par exemple cette toute nouvelle Nissan

N7, une énième berline électrique pour la Chine qui ressemble à tant d'autres produits déjà commercialisés sur place. Bonne chance à Nissan pour sortir du lot avec son modèle ! Mais cette mode du bandeau lumineux, que l'on retrouve à l'avant comme à l'arrière (et parfois aux deux extrémités), n'est plus ex-

clusive à la Chine. Tesla, qui vient de dévoiler son Model Y restylé, rejoint la meute et beaucoup ont fait le rapprochement avec le Xpeng G6 curieusement proche du SUV américain. Les Chinois, qui copiaient sans vergogne les produits occidentaux, sont-ils devenus la référence du design ? La roue tourne.

Bienvenue au rayon télévision

La prolifération des écrans à bord de nos voitures n'est pas nouvelle. Est-elle un aveu d'échec des centres de design, incapable de produire des intérieurs joliment dessinés et ergonomiques sans céder à la dalle OLED ? A leur décharge, les concepteurs doivent aujourd'hui réunir des dizaines, voire centaines de fonctionnalités au sein du poste de conduite. Et à moins de passer par des dizaines de boutons (comme on en trouvait dans les allemandes ou suédoises dans les années 90 et 2000), la seule solution viable est l'écran, qui centralise tout. Mais ces écrans, qui ont tendance à détourner notre regard normalement concentré sur la route, gagnent du terrain sur des segments où on ne les attendaient pas forcément. Si l'EQS a inauguré l'Hyperscreen chez Mercedes, voilà que cette immense dalle, formidable planche à traces de doigts, va se retrouver sur la gamme Classe S lors du prochain restylage. Le si élégant mobilier de la limousine troqué pour un grand écran central ? Nous verrons si la clientèle adhère.

LES UTILISATEURS S'IMPATIENTENT

La nouvelle génération d'Apple CarPlay encore repoussée

Trois ans après son annonce, la nouvelle génération de CarPlay se fait toujours attendre. Le système, présenté comme une révolution dans l'intégration des technologies Apple dans l'automobile, est officiellement reporté... sans plus aucune date de lancement.

Apple avait promis une révolution automobile avec la nouvelle génération de CarPlay, mais à ce jour, cette promesse reste suspendue. Initialement prévue pour 2024, la sortie de CarPlay 2 a été reportée sans qu'une nouvelle date précise ne soit annoncée, laissant de nombreux utilisateurs perplexes. Apple a mis à jour la section dédiée à CarPlay sur son site internet, mais à la surprise de certains observateurs, toute mention d'un lancement en 2024 a été discrètement supprimée. "Normal, nous sommes en 2025", certains pourraient répondre, mais en réalité cette discrète absence de précision dans la date de lancement signe l'officialisation d'un retard considérable sur les ambitions d'Apple de déployer la mise à jour de son système d'infodivertissement CarPlay.

Un retard qui ne date pas d'hier

En fait, pour bien comprendre les enjeux qui se cachent derrière ce qui semble une banale manœuvre de communication, il faut revenir en arrière. En 2022, CarPlay "2" avait été dévoilé avec la promesse d'une intégration accrue de l'écosystème Apple dans les voitures, allant bien au-delà des fonctionnalités classiques comme la navigation ou la musique. Initialement prévu pour être déployé en 2023, le projet a été reporté en 2024 avec d'ailleurs de nouveaux détails alléchants promettant une personnalisation poussée et une intégration plus fluide avec les voitures compatibles. Avec cette mise à jour de CarPlay, le système devait s'étendre à l'ensemble du tableau de bord numérique, y compris les écrans d'instrumentation, l'intégralité du multimédia ou même le réglage de la température dans l'habitacle. L'idée était d'offrir une expérience à la fois unifiée pour tous les utilisateurs d'iPhone et qu'elle soit hautement personnalisable. D'ailleurs,



certain constructeurs comme Porsche et Aston Martin envisageaient même de pousser l'intégration jusqu'à ce que l'OS de Cupertino (Californie) fasse partie intégrante du système d'exploitation de la voiture.

Une concurrence de plus en plus mature

Mais finalement, aucun modèle intégrant pleinement le système n'a encore été commercialisé. Pire, parmi d'autres constructeurs initialement intéressés comme Honda, Mercedes-Benz, Nissan, Renault et Volvo, certains ont carrément délaissés Apple au profit du concurrent Google qui propose une solution en dur avec Android Automotive. C'est notamment le cas de Renault qui permettent de télécharger directement depuis leur écran multimédia

des applications telles que Waze ou Amazon Music et de profiter de ses bibliothèques de contenu sans avoir à se servir de son smartphone. Chez Mercedes, Rivian ou General Motors, on assume aussi une prise de distance en affirmant ne pas souhaiter qu'Apple ait la main sur l'ensemble de l'expérience utilisateur et, de ce fait, chacun a développé son système propriétaire. Quant à Tesla, n'en parlons pas, la marque reste hermétique aussi bien à Apple CarPlay qu'à Android Auto.

Le projet verra-t-il le jour ?

De ce fait, on se demande si finalement la nouvelle version de CarPlay, avec une interface qui se reprendrait sur l'entièreté des systèmes d'infodivertissement de la voiture finira par voir le jour. Le temps joue en

effet contre Apple car outre un effet nouveauté qui pourrait finir par s'estomper, chaque mois de retard est une concurrence de plus en plus mature à affronter. Une des raisons qui a d'ailleurs poussé Apple à abandonner son Apple Car après plus de 10 ans de recherche et environ 10 milliards d'investissement. L'enjeu reste certes moindre ici et Apple a affirmé dans un communiqué collaborer étroitement avec plusieurs constructeurs pour intégrer CarPlay 2 dans leurs futurs modèles. Sans toutefois citer de noms. Cependant, des références à CarPlay 2 ont été découvertes dans la bêta d'iOS 18.3, et de nouvelles images du système ont récemment été déposées dans une base de données européenne, des signes qui suggèrent que le projet est donc toujours en cours de développement.

À CAUSE D'UNE VULNÉRABILITÉ

Des millions de Subaru ont pu être pistées et suivies à la trace pendant des années

La marque Subaru a procédé à une mise à jour de son système Starlink, visant à corriger diverses failles de sécurité... dont la possibilité pour des utilisateurs malveillants d'accéder à l'historique de localisation des véhicules. En effet, les chercheurs en sécurité Sam Curry et Shubham Shah ont mis en lumière un grave problème de sécurité affectant le système Starlink de la marque. Des failles inhérentes à un site web destiné aux employés de Subaru ont été débusquées. Ce serait la réinitialisation des mots de passe qui aurait pu permettre d'accéder à divers comptes internes et ainsi de manipuler, à distance, les paramètres des véhicules.

Un (gros) souci de sécurité chez Subaru

C'est Sam Curry, ayant acheté une Subaru à sa mère, qui décida d'examiner les fonctions connectées de cette Impreza 2023, tout en cherchant des moyens de les exploiter. C'est alors que lui et Shubham Shah ont rapidement découvert des vulnérabilités dans le portail web de Subaru. Ces dernières permettaient de détourner la capacité de déverrouiller la voiture à distance, de klaxonner et de mettre le contact, tout en réattribuant le contrôle de ces fonctions à n'importe quel téléphone ou ordinateur. Mais le plus ennuyeux pour Sam Curry, c'est d'avoir découvert que ces mêmes failles pouvaient également permettre à des utilisateurs mal intentionnés de localiser précisément le véhicule. Une localisation en temps réel, mais aussi la possibilité d'accéder à un historique complet qui per-

met de visualiser toutes les positions de la voiture durant toute l'année où sa mère l'avait donc utilisée.

Subaru, mais aussi de nombreux autres constructeurs ?

La carte des déplacements de la voiture était si précise et détaillée que Curry a pu voir les visites de sa mère chez son médecin, les excursions chez ses amies, et même la place de parking exacte sur laquelle celle-ci se garait chaque fois qu'elle se rendait à l'église. « Qu'il s'agisse de tromper sa femme, de se faire avorter ou d'appartenir à un groupe politique, il y a un million de scénarios dans lesquels on peut utiliser cette arme contre quelqu'un », explique Sam Curry. Selon les deux experts en sécurité, cette

trouvaille aurait pu permettre de pirater et suivre des millions de Subaru, ce qui, selon eux, aurait permis à d'éventuels pirates de cibler n'importe quel véhicule de la société équipé de Starlink aux États-Unis, au Canada ou au Japon. Tous deux ont fait part de leurs découvertes à Subaru à la fin du mois de novembre, et le constructeur a très rapidement corrigé les failles de sécurité en question. Toutefois, les chercheurs avertissent que les vulnérabilités web de Subaru ne sont que les dernières d'une longue série de failles web similaires qu'eux-mêmes et d'autres chercheurs en sécurité ont pu découvrir, et qui toucheraient plus d'une douzaine de constructeurs automobiles, dont Acura, Genesis, Honda, Hyundai, Infiniti, Kia, Toyota, et bien d'autres encore...

Mots fléchés

Pétards		Malaxé		Obtempéré		Transformation		Aplomb		Elles peuvent être maîtresses		Poissons plats	
Jeux de mots		Capitale du Gabon		Effluves		Plan d'urgence						Jaunisse	
										Langue du nord			
										On le jette de temps en temps			
Couche de paille								Une plante mais aussi un tracas					
Tremblais													
							Uvule						
							Il joua 'le dictateur', 'les temps modernes'						
Il peut être de glace					Exacoulomb			Ceux de Salvador					
Bon vouloir								étaient communi-catifs					
			Mère de Léarque		Pleurer			Parfaite					Pêche à peau lisse
Bac en cuisine						Acide désoxyribo-nucléique				Parties du yen			
Relatif à des équidés										Un film de Marcel Pagnol			
					Arbrisseau du Brésil						Utilisée pour l'irrigation	Département français	
					Cocottas								
Différentes couches d'habitations	Saint normand			Oubli		Inventeur du stéthoscope							
	Riveraine d'une mer					Possessif							
			Objet pour artisan										
			Attention à ne pas la perdre							Saveur			
Teutonne										Flâna			
Germanium										Entre 20 et 250 employés			
		Pas dans le besoin											
		Largeur d'étoffe						Carnassier nocturne	Rabattre				
									Va avec les autres				
Choisis					Capitale de la Nouvelle-Calédonie							canal	
Cléopâtre se baignait dans son lait					Chicon								
						Nid d'espion chilien				Espion d'un roi	Par		
											Repos récupéra-teurs		
Apéritif anisé		Frottées d'huile sainte								Crochet de boucher			
		Vision								Mitigés			
						Boisson à base de pommes		Abri					Géniteurs
								Deux points juxtaposés					
Régenté	Rocher dangereux en mer		Alcaloïde du tabac									Suça	
				Carreau									
				Vecteur de la peste						Petite sainte			
Tantale			Rouge anglais				Publier						
Opéra de Bellini							Opus						
					Capitale de l'Italie					Saison			
A remplacé le vinyle			Mort d'un être humain							Chambre d'écluse			

Pétrole : le baril de Brent à près de 79 \$

Les cours du pétrole se sont stabilisés lundi, après une semaine de baisse. Avant midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, prenait 0,38% à 78,80 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 0,36% à 74,93 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 28 janvier 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



COOPÉRATION

Tebboune reçoit le ministre tunisien des Affaires étrangères

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, le ministre tunisien des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, M. Mohamed Ali Nafti et la délégation qui l'accompagne, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem et du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf.

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Signature de conventions de coopération avec des entreprises économiques

Trois (03) conventions cadre de coopération ont été signées lundi entre l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) et des organismes du secteur économique dans le cadre de l'ouverture de l'UMMTO sur son environnement économique et social. Il s'agit de deux conventions signées avec des organisations du secteur agricole, la Coopérative agricole polyvalente locale (CAPTO) et une entreprise spécialisée dans les huiles essentielles et végétales (SoSa-Bio) et une troisième avec le Conseil du renouveau économique algérien (CREA). Le recteur de l'UMMTO, le Professeur Ahmed Bouda, a souligné lors de la cérémonie de signature, l'importance de ces nouvelles conventions, et pour l'Université et pour ses partenaires. "Ces conventions portent sur les échanges d'expériences et l'ouverture de l'UMMTO vers son environnement socioéconomique. Elles permettront surtout à nos étudiants de bénéficier de stages pratiques mais offrent aussi des opportunités d'emplois", a-t-il dit. "Elles permettront également de faire bénéficier nos partenaires du savoir-faire de l'université en leur ouvrant les portes de ses 34 laboratoires de recherche pour les aider à se développer et s'imprégner des nouveautés scientifiques", a ajouté le recteur. Ces trois conventions, qui portent à une centaine le nombre de convention signées par l'UMMTO avec son environnement socio-économique, permettront aussi "d'offrir aux diplômés de l'UMMTO l'opportunité de s'intégrer rapidement dans le monde du travail", selon l'universitaire. Les responsables des organismes signataires de ces conventions ont, pour leur part, exprimé leur satisfaction de pouvoir collaborer avec l'UMMTO et de bénéficier de ses travaux de recherche pour le développement de leurs activités.

INTÉGRATION AFRICAINE ET INTERNATIONALE EN MATIÈRE D'ÉNERGIE

L'engagement de l'Algérie réaffirmé à Dar es Salam

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, a réaffirmé, lundi à Dar es Salam (Tanzanie), l'engagement de l'Algérie en faveur du renforcement de l'intégration africaine et internationale en matière d'énergie, saluant l'initiative "Mission 300" qui vise à raccorder 300 millions d'Africains à l'électricité d'ici 2030. Arkab intervenait lors des travaux d'une séance ministérielle sous le thème "Politiques et réformes pour transformer le secteur énergétique en Afrique", organisée dans le cadre du Sommet des chefs d'Etat africains sur l'énergie, auquel il prend part en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué du ministère. Dans son allocution lors de cette séance, qui a vu la participation de ministres de l'Energie et des Finances de différents pays africains et de représentants d'institutions régionales et internationales, M. Arkab a mis en avant l'importance de l'interconnexion électrique entre l'Algérie et les pays africains, avec des plans à même d'étendre la coopération régionale et d'augmenter les échanges électriques pour soutenir le développement socioéconomique, rappelant que l'Algérie "s'emploie à mettre en œuvre des projets visant à interconnecter son réseau électrique directement à l'Europe via la Mer Méditerranée, ce qui permettra d'exporter l'électricité vers l'Europe et de diversifier davantage les sources d'énergie des pays européens". "L'Algérie s'attelle également à la réalisation du projet de Gazoduc transsaharien TSGP, qui reliera le Nigeria à l'Algérie via le Niger, lequel permettra d'exporter 30 milliards m3/an de gaz vers les marchés européens", a ajouté M. Arkab, soulignant que "cet impor-

tant projet pour le renforcement de l'intégrité continentale est soutenu par l'Union africaine et la Banque africaine de développement (BAD)". A cette occasion, le ministre a évoqué le rôle de l'Algérie dans l'interconnexion énergétique régionale avec les pays voisins, citant à titre d'exemple l'interconnexion électrique déployée avec la Tunisie (400 kV) et que l'Algérie compte étendre avec la Libye en vue de renforcer la coopération régionale. De plus, "l'Algérie continue de soutenir la coopération avec les pays africains, à travers le transfert d'expertises et la formation des cadres techniques dans différents domaines énergétiques, y compris le pétrole, le gaz et les énergies renouvelables", a-t-il fait savoir. Rappelant que "l'Algérie est un pays pionnier dans le secteur de l'énergie au niveau du continent et dans le monde", M. Arkab a mis en exergue "les grandes réalisations" accomplies dans ce domaine, notamment au niveau national, à travers la réalisation de plusieurs projets énergétiques, tels que les nouvelles centrales électriques et la création de lignes de transport de l'électricité à haute tension. Le ministre a en outre évoqué le programme ambitieux lancé par l'Algérie en vue de développer les énergies renouvelables, avec la réalisation de 15.000 MW d'électricité solaire photovoltaïque à l'horizon 2030 et le renforcement de l'utilisation de l'hydrogène afin de réduire les émissions de carbone. En marge des travaux de cette séance, M. Arkab s'est entretenu avec le ministre de l'Energie chargé des ressources naturelles de Djibouti, Yonis Ali Guedi, ainsi qu'avec le président de la Banque islamique de développement (BID), Muhammad Al-Jasser. Les entretiens entre M. Arkab et son homologue djiboutien ont permis d'examiner les

moyens de développer les relations de coopération entre les deux pays dans les domaines de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables, ainsi que les opportunités d'investissement entre les entreprises des deux pays dans toutes les étapes de la chaîne de valeur du secteur des hydrocarbures". Les deux parties ont également évoqué "les voies et moyens d'échanger des expertises et la formation dans le cadre de la mise en œuvre du mémorandum d'entente signé en mars 2023 en Algérie dans le domaine de l'énergie et des mines". Les entretiens ont aussi porté sur les possibilités de coopération et d'investissement dans la production et le transport de l'électricité, ainsi que dans la maintenance, la formation et l'échange d'expertises entre Sonelgaz et l'entreprise djiboutienne du secteur. Lors de sa rencontre avec le président de la Banque islamique de développement, M. Arkab a souligné "la nécessité pour la BID de jouer son rôle dans le financement des projets énergétiques visant à améliorer l'accès à l'énergie pour les populations africaines, notamment dans la production d'électricité, le développement des réseaux et la facilitation de l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL) comme énergie propre et durable", selon la même source. Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, est arrivé, lundi à Dar es Salam (Tanzanie), où il doit participer, mardi, au Sommet des chefs d'Etat africains sur l'énergie, organisé à l'initiative du Groupe de la Banque africaine de développement et du Groupe de la Banque mondiale, en collaboration avec l'Union africaine.

PALESTINE

Début du retour de déplacés à Ghaza

Des milliers de déplacés palestiniens ont commencé lundi à regagner progressivement leur ville dans le nord de Ghaza, dans le cadre du cessez-le-feu conclu après près de 16 mois d'agression sioniste génocidaire, sur fond de nombreux appels internationaux à rejeter les tentatives d'"expulser" le peuple palestinien de ses terres. Depuis 07H00 (05H00 GMT), une marée humaine de déplacés bloqués depuis des mois dans le sud de la

bande de Ghaza est en train de transiter à pied vers chez eux par la route côtière au niveau de Nousseirat, dans le cadre de la trêve entre le mouvement de résistance Hamas et l'entité sioniste, entrée en vigueur le 19 janvier. A Ghaza, dont la quasi-totalité des habitants ont été déplacés, l'agression sioniste sauvage a fait depuis le 7 octobre 2023, plus de 158.000 martyrs et blessés, pour la plupart des enfants et des femmes, ainsi que plus de

14.000 disparus. Dans ce contexte, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a affirmé récemment qu'aucun endroit (maisons, hôpitaux, écoles ...) à Ghaza n'a été épargné par les destructions massives du fait des bombardements sionistes incessants ayant frappé l'enclave palestinienne pendant plus de 15 mois. "A Rafah, après des mois de déplacements répétés dans d'autres parties de

Ghaza, les gens retournent vers une destruction massive", avait déploré l'UNRWA dans un message sur les réseaux sociaux. Aussitôt entamé, le retour de déplacés palestiniens dans le nord de Ghaza lundi a été salué par le Hamas comme une "victoire" contre "les plans d'occupation" sionistes de ce territoire et de "déplacement" forcé des Palestiniens, selon un communiqué du mouvement de résistance.

DGF

Célébration de la Journée mondiale des zones humides dimanche prochain à Béchar

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche célébrera, à travers la Direction générale des Forêts (DGF), la Journée mondiale des zones humides, coïncidant avec le 2 février de chaque année, par l'organisation d'un évènement officiel dimanche prochain à la zone humide "Djorf torba" de la wilaya de Bechar, sous le thème "Protéger les zones humides pour notre avenir commun", in-

diqué lundi un communiqué de la DGF. La DGF célébrera cette Journée par l'organisation de plusieurs activités mettant la lumière sur les efforts du secteur en matière de conservation des zones humides et ce à travers les conservations des forêts, parcs nationaux, centres cynégétiques et réserves de chasse à travers l'ensemble des wilayas du pays en collaboration avec les partenaires locaux ainsi que le mouvement associatif,

selon le communiqué. Ces diverses activités porteront sur la sensibilisation dans les établissements scolaires, des sorties en zones humides, des expositions, conférences, tables rondes et émissions radiophoniques sur la thématique de l'année. Il sera question également de l'organisation de séances d'initiation sur les méthodes de comptage des oiseaux d'eau, la distribution d'affiches, de prospectus et de dépliants, et distribution de

prix aux lauréats des concours de dessins, ajoute la même source. Durant cette édition de 2025, le thème retenu par la Convention de Ramsar, met en lumière "l'importance de protéger et de valoriser les zones humides pour garantir un avenir prospère pour toute l'humanité". L'Algérie compte actuellement 50 zones humides classées sur la liste "Ramsar" des zones humides d'importance internationale, ajoute le communiqué de la DGF.